



# Bulletin

de la

## Fédération des Femmes du Québec

1600, rue Berri - pièce 3115 - Montréal H2L 4E4 tél. : (514) 844-6898

Volume 7 numéro 3

Janvier-fév

# LE 8 MARS JOURNÉE INTERNATIONALE DES FEMMES SOLIDARITÉ



# Dernier appel... dernier appel... dernier appel... dernier appel... derni

Pour tous nos membres individuels, classe "A".

Pour toutes nos associations-membres, classe "B".

Le temps du renouvellement des cotisations pour l'année "77" est arrivé.

La FFQ, plus active que jamais, compte sur votre support.

Ne négligez pas votre part, renouvelez votre cotisation le plus tôt possible.

Nous vous rappelons que, lors de la dernière assemblée générale du 16 mai dernier, le montant des cotisations des membres individuels a été fixé à \$10.

Si chacune se faisait un devoir d'intéresser une personne à la FFQ, cela aiderait grandement le recrutement.

Allons, un petit effort, et nous en serons toutes bénéficiaires!  
L'union fait la force, ne l'oubliez pas!

Lucille B. Mottet, v.p. recrutement

## COUPON D'ABONNEMENT POUR UN NOUVEAU MEMBRE

Nom: .....

Adresse: .....

Ville: ..... Code Postal: .....

No. de téléphone: .....

Ci-joint ma cotisation de \$10 pour l'année 1977.

chèque

mandat

# Editorial

## Des lois pour les femmes

Les lois ne règlent pas tout, bien sûr. Cependant, elles sont un moyen indispensable pour corriger un certain nombre d'injustices. Nous sommes bien conscientes que pour éliminer la discrimination vis-à-vis des femmes et solutionner certains problèmes les touchant plus particulièrement, il faut des lois. Voyons-en quelques-unes qui retiendront notre attention au cours des prochaines semaines.

## Une législation sur le travail à temps partiel

Vous avez appris ou vous apprendrez en lisant ce bulletin que **le travail à temps partiel** sera le thème de notre prochain congrès annuel. Le manque de données ne nous avait pas encore permis de faire le tour de cette question. D'ici peu, nous aurons en main un dossier étoffé qui nous permettra d'alimenter nos délibérations. Compte tenu du fait que le nombre de travailleuses à temps partiel n'a cessé de s'accroître et que leurs conditions de travail n'ont guère évolué, on devrait être en mesure de formuler des points précis quant à une éventuelle législation sur le travail à temps partiel. Il faut donc s'y préparer dès maintenant: en revoyant le chapitre traitant du travail à temps partiel dans le Rapport Bird ainsi que les documents de Carrefour 75, en consultant le dossier du Centre de renseignements et de documentation, en discutant avec les travailleuses à temps partiel, en étudiant votre convention collective ou celle de votre entourage, etc...

Le succès du congrès ne repose pas uniquement sur les membres du comité responsable mais aussi sur la volonté de chacune à y mettre du sien.

## La loi fédérale sur les droits de la personne

Bien que n'étant pas une loi spécifique pour les femmes, le Bill C-25, déposé à la chambre des Communes à la fin de 1976, contient des éléments qui les concernent particulièrement. Par exemple, la partie interdit la discrimination fondée, entre autres, sur le sexe, la situation familiale (envers les femmes chefs de famille). Le principe de salaire égal pour un travail de valeur égale serait acquis par l'article 11 de ce projet de loi. Mais selon nos informations, il n'est pas du tout certain que cet article sera accepté. Les femmes auront une dure bataille à livrer si elles veulent gagner ce point. Sachant que le Bill C-25 remplace le défunt Bill C-72 dont le retrait est dû en grande partie aux protestations des groupes de femmes, il y a lieu de croire, une fois de plus, en la vigilance des femmes. Il faut se souvenir également du rôle joué par le Conseil consultatif de la situation de la femme (Ottawa) et dont l'ardeur n'a pas diminué depuis la présentation du nouveau Bill. A la FFQ, le Comité d'étude des Projets de lois étudie présentement ce Bill, ce qui n'exclut pas les efforts de chaque association et de chacune en particulier.

## Une future législation touchant les garderies et la femme dans le régime de pensions

La nouvelle publication du Bureau de la coordonnatrice de la Situation de la femme à Ottawa nous rappelle cette future législation: "Le discours du Trône ouvrant la nouvelle session du Parlement en octobre annonçait le dépôt de plusieurs projets de loi pouvant avoir un impact direct sur les femmes. (...)

En vertu d'un nouveau projet de Loi sur les services sociaux, les garderies devraient devenir d'un accès plus facile..."

Toujours selon la publication citée plus haut, le gouvernement déposerait deux amendements au Régime de pensions du Canada qui seraient aussi apportés au Régime de pensions du Québec: "Le premier projet d'amendement proposera que les crédits accumulés par les conjoints pendant le mariage soient divisés également entre eux si le mariage est dissout. Ceci assure à celui qui reste à la maison un accès à une partie de la pension de l'époux travaillant à l'extérieur lorsque celui-ci prend sa retraite. Un deuxième amendement permettra à quelqu'un qui participe au régime de pensions du Canada de laisser le monde du travail pour élever des enfants jusqu'à ce qu'ils atteignent l'âge de sept ans, et de ne pas compter ces années à revenu diminué ou nul en faisant le calcul de la moyenne totale des revenus aux fins des indemnités de pension."

Or, ces projets de Lois ne sont toujours pas déposés. Aux femmes d'y voir en priant le ministre Marc Lalonde de déposer ces deux projets de lois dans les plus courts délais.

Il ne suffit pas de demander des lois pour les femmes, il faut aussi les étudier, proposer des amendements s'il y a lieu, et presser leur adoption.

**Ghislaine Patry-Buisson,**  
présidente

## Nouvelles du Conseil d'administration

La présidente, Ghislaine Patry-Buisson a été invitée à l'émission **A la bonne heure** de Télé-Métropole, canal 10, pour faire un bref historique de la Fédération des femmes du Québec.

**L'initiation à la vie politique Phase II**, cours offert par le **Comité de formation et d'éducation** en collaboration avec le CEGEP Bois-de-Boulogne, a débuté le mardi 8 février. La personne-ressource de cette session de rencontres-discussions-travaux pratiques est Christiane Bacave. Fidèle secrétaire du Conseil d'administration, Christiane Bacave a récemment fait un stage de trois semaines à Washington, au **Washington Institute for Women in Politics**. Vous pourrez lire, à la page 12 du présent bulletin, des renseignements plus détaillés et les impressions de Christiane.

Il y aura prochainement deux sessions de **formation au leadership**. La phase I, les 25, 26 et 27 mars et la phase II, les 15, 16 et 17 avril. Ces sessions se tiennent à Lévis et les responsables sont Michèle Jean et Gabrielle Hotte. La session de mars est destinée au groupe qui avait suivi la session I, en novembre 1975, et la session d'avril, au groupe qui avait suivi la session I, en novembre 1976. Vous recevrez, en temps et lieu, les formules d'inscription. Les thèmes abordés seront: la prise de décision en groupes, la programmation d'activités des associations, l'information, l'exposé.

Voici la liste des participantes à la session de leadership, phase I, tenue à Lévis, du 26 au 28 novembre 1976:

Janine Arsenaault, Alice Auger, Raymonde Beauchamp, Simone Bédard, Gisèle Boucher, Noella Bourget, Thérèse Couture, Louise d'Amours, Dominique Davies, Jacqueline Desbiens, Lucille Desbiens, Lise Douville, Yvette Drolet, Yvonne Dubois, Aline Elie, Sheila Finestone, Yolande Fortin, Claire Frève, Fabienne Gagnon, Rose Girard, Louise Grenier, Ange-Aimée Gosselin, Anne Guimont, Lucille House, Céline Lalonde, Simone Lanthier, Yolande Laroche, Jacqueline Lauzon, Antoinette Leduc, Louise Godbout Lemieux, Michèle Mainguy, Rose-Hélène Martin, Monica Matte, Catherine Avon McLaughlin, Lucille B. Mottet, Monique Moreau, Lise Olivier, Lise Brière Ruest, Thérèse Sabourin, Danièle Stanton, Marguerine Syrie, Margot Tardif, Madeleine Thériault, Isabelle Vaillancourt, Francine Vien, Huguette Villeneuve, Rita Villeneuve.

À la fin de chaque session, les participantes sont appelées à répondre à une grille d'évaluation. Voici des extraits de cette grille d'évaluation:

Réponse à la question 2. b. de la grille d'évaluation: **Y a-t-il d'autres sujets que vous auriez aimé aborder? Si oui, lesquels?**

J'aurais aimé en savoir plus long sur l'action collective: 3.

Développer l'expression orale. Inciter les femmes à écrire.

J'aurais aimé aborder des domaines différents comme la politique.

J'aurais aimé aborder le problème du salaire de la femme au foyer.

J'aurais aimé avoir une connaissance plus approfondie des différentes associations: buts, documents écrits etc. Sur le plan théorie, peu de choses nouvelles pour moi.

Une plus grande application de la théorie, travail en atelier supervisés par les animatrices, plus de laboratoire: 3

Faire pratiquer encore plus la synthèse, l'analyse, la capacité de critiquer, de donner du feedback: 2.

Le cheminement à suivre pour préparer et présenter un mémoire: 4.

Sujets d'actualité.

Comment diriger un souper causerie.

Code Morin.

Comment définir les buts et objectifs d'une association: 2.

Comment préparer les gens à accepter un poste.

Comment bâtir les règlements d'une association.

En savoir plus sur l'animation: 3.

Rôle du conseil d'administration et de l'assemblée générale.

Suffisant pour cette session: 3.

Répartition des tâches dans un groupe: comme la faire?

Comment développer la fonction socio-affective d'une animatrice, d'un leader, d'une participante.

Comment apprendre à maîtriser ses émotions, canaliser positivement l'agressivité, éviter les conflits.

Comment les canaliser. En d'autres mots, tous les aspects émotifs du fonctionnement des femmes qui leur est tellement reproché.

Réponses à la question 3 de la grille d'évaluation. **Commentaires.**

Merci aux animatrices pour leur beau travail. C'était clair, net et précis et à la portée de tous.

Étant donné le grand nombre de participantes c'est difficile de poser certaines questions ayant peur d'enlever du temps à 50 personnes.

Excellente fin de semaine.

Étant donné l'objectif du cours (formation du leadership) trop d'emphase a été mis sur la question de la participation et sur les méthodes de travail.

Première expérience très enrichissante.

Cours intéressant. animateurs formidables.

Pour moi ce fut une révision ayant déjà eu la chance de suivre des cours de ce genre avec Azilda Marchand. Ce fut un réapprofondissement très précieux. Et surtout avec d'autres gens et d'autres animatrices. Je vous félicite pour le travail accompli. Le regret c'est que tous ne peuvent pas suivre ces sessions. Nous aurions vraiment des femmes informées.

Très apprécié le style d'enseignement.

Très intensif, mais assez bien assimilable dû à la clarté de la présentation.

Séjour très enrichissant. J'espère que nous pourrions recevoir ce cours au Saguenay si possible.

L'expérience que j'ai vécue, me permettra de mieux fonctionner dans un groupe et d'apporter

une meilleure collaboration. Merci aux 2 personnes-ressources: 7 participantes ont exprimé des commentaires similaires à celui-ci.

Dossier substantiel qui nous reste et que les exposés ont complété.

Session peut-être trop concentrée. J'aurais aimé plus de temps sur les méthodes de travail et sur les procédures d'assemblées délibérantes.

Je prendrai moins de temps à faire un travail. Meilleure planification. Je me retrouverai mieux dans ma paperasse par ordre. J'ai beaucoup appris.

L'ordre des cours. La participation prend peut-être trop à la gorge.

Documentation pertinente. Système de roulette pas clair pour moi.

J'ai hâte à la phase 2.

La FFQ par son expérience est à même de faire des choix de cours pertinents et j'espère qu'il y aura une suite à ces sessions.

7 participantes n'ont rien mis.

#### IV L'avenir

Comment et par quels moyens croyez-vous pouvoir utiliser ce que vous avez appris ici?

Dans mon association:

30 participantes ont répondu qu'elles croyaient pouvoir mieux remplir leurs tâches dans leur association respective, qu'elles se sentaient mieux préparées, plus audacieuses, moins timides et moins insécures face aux responsabilités.

En ayant des méthodes de travail plus structurées: 3.

En rédigeant mieux mes rapports: 2.

En fonctionnant mieux en assemblées: 3.

En mettant en pratique comment organiser et conserver une documentation: 1.

En mettant en pratique comment préparer un exposé: 1.

En faisant des fiches de lecture: 1.

En transmettant ce contenu à mon organisme: 1.

Au congrès de la FFQ: 1.

Dans le bénévolat: 1.

Dans la vie quotidienne: 1.

En participant plus efficacement à une conférence de presse: 1.

Dans mon milieu: 1.

Dans mon travail je vais pouvoir sauver beaucoup de temps dans la recherche et la rédaction des rapports: 3.

Comité d'école: 1.

En mettant sur pied un secrétariat qui tienne compte de tout: coupures de journaux, éditoriaux, etc.) et en mettant de l'ordre dans nos affaires: 1.

Je prendrai des notes, rédigerai les procès-verbaux et aiderai à l'information de façon plus adéquate: 1.

Dans divers conseils d'administration: CEGEP, Hôpital, etc.: 1.

Dans mon pays et le tiers-monde: 1.

Quelles suites verriez-vous à cette session (autres sessions, conférences, banque de questions, etc.?)

Autres sessions: 18.

Autres sessions avec laboratoires, exercices, pratiques de ce que nous avons appris: 13.

Mettez ces cours à la disposition d'un plus grand nombre de nos membres et de nos régions.

Apprendre comment s'exprimer, de façon plus concrète, éviter les pertes de temps et améliorer notre diction.

Je souhaite que de tels cours rejoignent aussi les femmes non regroupées.

Conférences pour faire évoluer les femmes qui demeurent chez elles et les femmes chefs de famille.

Banques de questions: 2.  
ns

#### Voici la liste des femmes qui ont suivi la phase cours d'initiation à la vie politique:

Yvette Aubray  
Raymonde Beauchamp  
Germaine Beaudry  
Olivette Caza Robinson  
Suzanne Cloutier Baril  
Anne Cusson  
Françoise d'Orsonnens  
Diane Dubreuil  
Miriam Ferstman  
Andrée Forman  
Madeleine Gariépy-Dubuc  
Jeanne Gariépy  
Renée Garneau Lahaye  
Antoinette Godin-Leduc  
Yvette Gosselin  
Lucienne Guillemette  
Odile Hamel  
Gabrielle Labbé  
Luce Lafond  
Céline Lalonde  
Annette Laniel Emond  
Micheline Laroche  
Marie Irène Lavoie  
Jacqueline Lauzon  
Yolande Lesage  
France Lévesque  
Germaine Lewis  
Louise Lortie  
Suzanne Lubert  
Yolande Massé  
Thérèse Messier  
Carole Mikalinas  
Lucille Mottet  
Denyse Nantel  
Lucille Ouellet  
France Richer  
Lucille Rinfret  
Madeleine Saint-Jacques  
Lorraine St-Onge  
Marguerite Syrie

• • •

**Début d'une participation active à la vie politique** travail présenté à Christiane Bacave, par Raymonde Beauchamp, dans le cadre du cours d'initiation à la vie politique.

Dès le premier cours, j'ai pu évaluer à quel niveau de participation à la vie politique j'étais rendue et aussi j'ai pu réaliser que, selon mes capacités, je pouvais faire d'autres démarches dans ce domaine.

Étant sympathique à un parti, j'ai décidé d'envoyer une cotisation pour obtenir ma carte de membre. Par la même occasion, j'en ai fait venir une pour mon mari et pour

ma fille, qui en étaient aussi à leur niveau de sympathisants seulement. Ma deuxième démarche fut de téléphoner au comité de mon candidat pour offrir mes services et ceux de mon mari le jour du scrutin. On nous accepta avec plaisir. Je m'informai si mon candidat avait l'intention de tenir une assemblée publique prochainement. Malheureusement, il ne faisait que du porte à porte. Entretiens, j'ai installé des posters sur ma galerie et dans mes fenêtres en attendant patiemment le jour du scrutin.

Le matin du 15 novembre, à 7.30, j'étais déjà au comité. Ce ne fut pas très long que plus d'une centaine de personnes envahirent la place. C'étaient les représentants du candidat dans les différents polls qui venaient chercher leur procuration. L'animateur leur indiqua comment remplir leur procuration, les avisa de ne remettre cette procuration à personne durant la journée mais de la montrer si on leur demandait. On remit également à ces personnes un numéro de téléphone secret dont elles devaient se servir immédiatement si quelque chose d'irrégulier se passait dans la journée. Pour faciliter la tâche on leur remit également \$1 en pièces de 10 sous. On nous présenta sept avocats qui seraient sur place toute la journée prêts à intervenir, ainsi que des conseillers juridiques qui étaient des étudiants en droit. J'ai trouvé ça très impressionnant tout de suite au départ et je constatai que tout était bien organisé. Après le départ de ces personnes pour leur poll respectif, arrivèrent bientôt environ 200 autres personnes pour travailler au comité comme moi. Il y avait dans la salle une vingtaine de grandes tables, une cinquantaine de téléphones, et dans un coin une pancarte sur le mur où était inscrit le mot "Gardiennes" et dans un autre coin le mot "Automobiles." Selon les instructions de l'animateur, chaque personne s'installe à une place désignée à l'avance. Nous devons travailler par groupe de trois, c'est-à-dire un pointeur, un téléphoniste et un marqueur. Dans mon groupe nous étions deux femmes et un homme. J'étais la téléphoniste. Première instruction, la pointeuse sortait toutes les cartes encerclées et les remettait à la téléphoniste. Je commençai donc les appels, invitant les gens à aller voter le plus tôt possible, m'informant s'ils avaient besoin d'une gardienne ou d'un moyen de transport. On nous défendit d'identifier le parti lors de nos appels. S'il y avait des questions à ce sujet, je devais répondre que c'était la téléphoniste, d'un comité d'élection. Quel comité? me disait-on quelquefois. C'est le comité d'un parti qui a une caisse propre. C'est la réponse à faire. Dès qu'une personne me disait, soit: mon mari ne votera pas il est à l'hôpital, ou bien ma femme est en vacances, ou bien je n'ai pas ma citoyenneté, immédiatement je remplissais une fiche "Z" que je remettais à un des routiers, (c'était la personne qui faisait la navette entre le comité et notre représentant au poll). Le représentant devait voir à ce qu'aucune personne ne vienne voter sous ce nom, s'il le fallait utilisait le numéro de téléphone secret, pour avoir un de nos avocats sur place, qui voyait à faire assermenter la personne ou la faire arrêter, si nécessaire.

A chaque heure le routier apportait du poll une formule numérotée qu'il remettait au marqueur. Cette formule indiquait les personnes qui avaient voté. D'heure en heure le résultat du vote était connu, soit pour les libéraux et le P.Q. Le vote pour les autres partis était comté dans la section "autre". La deuxième stratégie vers l'heure du dîner, tout en mangeant les sandwiches qu'on nous apportait, c'était de sortir toutes les fiches des indécis et de recommencer la même formule. Passons à la stratégie finale vers 17 heures. A ce moment

l'animateur nous avisait de sortir toutes les fiches encerclées ce qui voulait dire que ces personnes n'avaient pas encore voté. Remettez ces fiches aux automobilistes, dit-il, qui eux devaient aller voir ces personnes, leur dire que le vote était très serré, qu'on avait absolument besoin de leur vote et les amener au poll. Il s'est passé tellement de choses durant cette journée, entre autre, à un certain moment on a cru à un sabotage des lignes téléphoniques. Mais après vérification, on nous dit de laisser les téléphones se reposer un peu et tout redevint normal.

C'a été pour moi, une nouvelle expérience, j'ai constaté que c'était toute une organisation, bien préparée, que le travail dans un comité était plus intéressant que celui de représentant dans un poll. Maintenant, je désire participer aux réunions du parti dans mon comté ou à d'autres niveaux où se discutent et se prennent les décisions, et ainsi apporter une participation plus active à la vie politique.

• • •

#### **Conclusion d'un travail présenté par Miriam Ferstman:**

Je suis convaincue qu'il est nécessaire que l'individu persévère et demeure constamment vigilant dans son effort pour améliorer la condition humaine et sauvegarder les libertés si chèrement gagnées et si précieuses. Pour parvenir à ces fins, il lui faudra les possibilités d'une éducation qui comporterait une compréhension de l'importance de la participation civique et de la responsabilité de l'individu dans sa communauté et dans son gouvernement.

• • •

Le Comité du programme se réunit régulièrement et travaille d'arrache-pied à l'organisation du congrès. La vice-présidente de ce comité, Lucienne Aubert, nous fait la communication suivante:

#### **Le travail à temps partiel: pourquoi?**

Lors de notre prochain congrès, le travail à temps partiel sera à l'ordre du jour. C'est un sujet qui est depuis longtemps associé à la main-d'oeuvre féminine. Les uns y sont favorables car cette forme de travail permet à la travailleuse de vaquer plus librement à ses obligations familiales et ménagères. Les autres y sont opposés car le travail à temps partiel offre peu de sécurité à la travailleuse et la confine dans une sorte de ghetto professionnel.

Je n'ai pas l'intention d'approfondir ce débat ici: nous aurons amplement l'occasion de le faire lors de notre congrès. Je me contenterai donc de rappeler quelques événements qui situent le sujet de notre congrès dans un contexte élargi.

En 1970, la Commission royale d'enquête sur la situation de la femme au Canada faisait dans son rapport la recommandation suivante:

**"...que le gouvernement fédéral entreprenne une étude sur les possibilités d'avoir plus souvent recours à**

## L'emploi à temps partiel dans l'économie canadienne",

(1)

tout en déplorant des conditions de travail et de salaires inférieures à celles des travailleurs à temps plein.

En 1966, soit peu de temps avant la mise sur pied de cette commission royale d'enquête, 21.5% de la main d'oeuvre féminine travaillait à temps partiel. Au cours des années 70, le mouvement ne s'est pas ralenti, puisqu'en 1973, ce pourcentage s'élevait maintenant à 24.6%. (2)

Pourtant dans un document de travail portant sur le travail à temps partiel préparé par Jeanne Mance Dubé pour Carrefour 75, en lit:

*Très peu de solutions jusqu'à date son été apportées par les différents groupes féministes sur ce que j'appellerais le problème au travail à temps partiel (3)*

L'absence de solutions n'est cependant pas synonyme d'absence d'intérêt. En effet, lors du congrès de mai 1973, les membres de la FFQ recommandaient la valorisation du travail à temps partiel par la reconnaissance syndicale. De plus, en 1974, la FFQ avait soumis au ministère de la Main-d'oeuvre et de l'Immigration un projet de recherche sur la permanence du temps partiel pour les femmes. Ce projet fut refusé.

A l'issue de Carrefour 75, la FFQ reçoit le mandat d'assumer la responsabilité de rendre à terme le projet de recherche sur le temps partiel déjà refusé par le ministère de la Main-d'oeuvre et de l'Immigration" (4)

Cette fois-ci, c'est à l'Institut de Recherches appliquées sur le travail que la FFQ s'adresse. A l'aide d'une subvention du ministère du travail du Québec, les chercheurs de l'IRAT terminent actuellement la rédaction d'une brochure qui nous servira de document de travail lors du prochain congrès de la FFQ.

De plus, il faut rappeler qu'au congrès de 1976, le travail avait été défini comme l'une des trois priorités que devait privilégier la FFQ dans son action.

Le choix du temps partiel comme sujet de congrès se situe donc dans une démarche commencée il y a plusieurs années. On doit espérer que le prochain congrès constituera un moment privilégié de réflexion, toute tournée vers l'action.

• • •

Le mardi 1er février, Julie Loranger, coordonnatrice à la Situation de la femme, à Ottawa, et Lise Trudeau sont venues au Centre rencontrer les membres du Conseil d'administration. Elles reviendront, le **jeudi 17 mars**, rencontrer le **Conseil général** qui tient sa réunion.

• • •

**La prochaine réunion du CA aura lieu le mercredi 30 mars.**

• • •

La fête que le Centre de documentation (et quand on dit le Centre on pense, bien sûr, à Gabrielle Labbé) a offert, le 1er décembre dernier, à l'occasion du dixième anniversaire de la FFQ a été un franc succès. Le Comité administratif du Centre se compose de Alphonsine Howlett,

présidente, de Jeanne Gariépy, Claire Kahanow, Françoise Maillet-Lavigne, Dorothee Lorrain et d'Huguette Lapointe-Roy, présidente du Conseil régional de Montréal. Les bénévoles du Centre qui ont aidé à la préparation et à la bonne marche de la réception étaient Lucienne Guillemette, Marguerite Syrie, Anne Cusson, Jacqueline Lauzon, Murielle Mondor et Monique Parizeau. A toutes, un gros merci. Etaient présentes ce mercredi soir Mmes Thérèse Casgrain, Réjane Colas, Yvette Rousseau, Marie-Paul Dandois, Monique Bégin, Simonne Chartrand, Colette Beauchamp, Berthe Bellemarre, Rita Cadieux, Cécile Labelle, Lise Trudeau, Alphonsine Howlett, Françoise Maillet-Lavigne, Marie Gingras, Françoise Stanton, présidente du Conseil régional de Québec, Claire Frève, présidente du Conseil régional du Saguenay Lac-Saint-Jean, Denise Elofer, Emilie Brahmi, Suzanne Laurin, de Sainte-Thérèse, Isabelle Girard, Madeleine Gariépy-Dubuc, Gabrielle Landry, Gisèle Roth et Claire Robitaille, Claire Lalonde, Alma Lepage, Dorothy Anderson, Marie-Thérèse Olivier, du **Mouvement des femmes chrétiennes**, Renée Rowan, du **Devoir**, Monica Matte, de la **Commission des droits de la personne**, Fernande Juneau, Anne-Marie Trahan, Pierette Cambon, Denise Deschênes, Gaétane Robillard, Michèle Comeau-Charbonneau, du **Cercle des rencontres du mercredi** de Sainte-Thérèse, Germaine Bock, de l'**Association des Veuves**, Dorothy Reiman, Gabrielle Hotte, Henriette Parent, Miriam Ferstman, Louise Lefebvre, Lise Chevrier-Doucet, le Conseil d'administration: Ghislaine Patry-Buisson, Lucille Rinfret, Lucienne Aubert, Cora Houdet, Michèle Jean, Monique Roy, Christiane Bacave, Danae Theodorakopoulos, Sheila Finestone, Marie-Germaine Guimard, Lucille Mottet, Céline Lalonde. Cette liste n'est sûrement pas complète et les oubliées ne sont sûrement pas les moindres...

• • •

Rappelons que le congrès a lieu à Sherbrooke, à l'hôtel Le Baron, les 13, 14 et 15 mai.

• • •

Le **Comité de recrutement** compte toujours sur votre fidélité et votre promptitude... Lucille Mottet vous adresse son message en page 2 du présent bulletin.

• • •

Le **Comité du bulletin**, lui, est perplexe et pour tout dire un peu déprimé. Où sont vos articles? Qu'advient-il de la **participation**, du **dialogue** tant réclamés? Lisez-vous votre bulletin? L'aimez-vous? Non? Ecrivez-nous... Nous vous rappelons qu'il serait très intéressant de publier l'historique des associations et toute autre nouvelle vous concernant. La date limite des envois pour le prochain bulletin est le **29 mars 1977**.

• • •

(1) La situation de la femme au Canada, Information Canada, Ottawa, 1970 page 119, paragraphes 366 et 367.

(2) Chiffres tirés de: L'emploi à temps partiel dans l'économie canadienne, Marianne Bossen: Etude réalisée à l'intention du Ministère du Travail du Canada, Direction de l'économie et des recherches, Ottawa, 1975, p. 21.

(3) Travail à temps partiel, Jeanne Mance Dubé; texte produit pour le Conseil du statut de la femme, mai 1975, p. 1.

(4) Carrefour 75, Rapport des tables-rondes, Conseil du Statut de la Femme, 1975, p. 22.

# UNE PAGE Q DE COMM

Montréal, le 25 janvier 1977

M. Elkind, président,  
1198 B Calodonia,  
Ontario, Toronto.

Monsieur le Président,

Au nom de notre Fédération, qui compte **130,000 membres**, nous désirons protester contre l'utilisation dégradante que vous faites du corps féminin dans votre publicité.

Nous déplorons, en outre, le fait que cette publicité soit affichée dans un lieu public aussi fréquenté que le métro de Montréal.

Nous espérons que vous reviserez vos politiques publicitaires dans une optique plus respectueuse du public en général, et des femmes en particulier.

Bien à vous,

Raymonde Beauchamp, secrétaire-adjointe,  
pour le Conseil d'administration  
Fédération des femmes du Québec.

cc: M. Guy Jeannotte,  
Relations publiques, CTCUM

Toronto, le 28ième janvier, 1977

Raymonde Beauchamp  
Fédération des femmes du Québec  
Montréal, Québec,

Cher Raymonde,

J'ai votre lettre du 25 janvier regardent notre publicite de Dapper Dan.

Pardonnez-moi ma Français, mais je pense que c'est importante d'écrire que c'est ne pas l'intention de la Compagnie a degradante les femmes.

Nous désirons seulement d'attirer L'ATTENTION le public a nos magasins et nous croyons que les femmes et aussi les hommes de Montréal sont plus mature et sophistiques que les gens de l'autre provinces de Canada.

Dapper Dan serait reviserez nos Billboards en 1977. S'il vous plait, informer vos membres que nous apologizens pour l'action. Merci.

Louis Tameanko  
Directeur Publicite.



# Une nouvelle dimension du Conseil du statut de la femme

Le Conseil du statut de la femme amorçait dès juillet 1975 la planification du service Consult-Action. En agissant ainsi le Conseil reconnaissait ses responsabilités vis-à-vis des associations féminines et les groupes qui partagent ses objectifs de respect et de promotion de la femme. Cette démarche répondait également aux besoins de liaison et de coordination exprimés à la rencontre de Carrefour, les 30, 31 mai et 1er juin de la même année.

## Son mandat

Le CSF a défini ainsi le mandat de Consult-Action:

"1. promouvoir l'autonomie de la femme en travaillant avec des groupes structurés ou non structurés;

2. offrir à ces groupes des services de consultation, d'information et de coordination;

3. signaler au CSF tous les problèmes vécus par les femmes avec lesquelles il travaille, et recommander les actions qu'il juge appropriées".

CONSULT-ACTION est donc un service intégré au Conseil du statut de la femme. Il s'inscrit dans le prolongement du mandat conféré au Conseil et partage sa mission et ses objectifs généraux.

Par les échanges qu'il génère, il permet également au CSF de traduire plus fidèlement les préoccupations des femmes du Québec dans les avis qu'il donne au gouvernement.

## Les services offerts

Consult-Action se veut disponible, il offre une consultation permanente pour:

- identifier et formuler les besoins du groupe
- réaliser des projets
- dépister des ressources
- entrer en contact avec d'autres organismes qui partagent les mêmes objectifs.

Soulignons que le service Consult-Action n'offre aucune aide financière directe, mais il peut aider les groupes ou associations à trouver des sources de financement et donner son

appui à des projets qui rejoignent ses objectifs et ses priorités.

## Un double rôle

Consult-Action joue donc un double rôle:

- celui d'assurer une liaison avec et entre les groupes;
- celui d'assumer une coordination en vue de faciliter des actions communes ou complémentaires.

Les mécanismes qui permettront de réaliser cette coordination ont déjà été mis à l'épreuve au cours de rencontres avec les principales associations du Québec, entre autres sur l'éducation et les garderies. Ces ren-

contres ont donné lieu à des échanges d'information qui ont permis au CSF de fournir aux participants des instruments de travail pour les amener à formuler leur opinion et à impliquer leurs membres au fur et à mesure du déroulement des dossiers du CSF. Suite à de telles rencontres, les associations seront mieux préparées à agir avec une plus grande cohésion que ce soit au niveau des commissions parlementaires ou lors de représentations auprès du gouvernement.

C'est une nouvelle dimension du Conseil du statut de la femme qui devient officielle.

## CONSULT-ACTION

un service  
du  
Conseil du statut de  
la femme

CONSULT-ACTION est situé à Montréal mais il dessert tout le Québec.

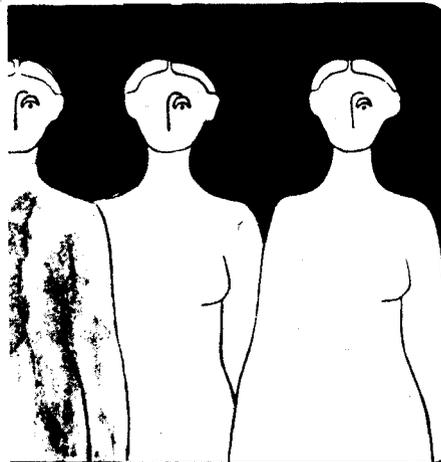
Ecrivez: 1255, Carré Phillips  
Bureau 401  
Montréal, Qué.  
H3B 3G1

Téléphonez sans frais d'appel

de Montréal: 873-8384

de Québec: 643-4326

de partout ailleurs: 1-800-463-2851



## Conseils régionaux

### Montréal

La présidente, Huguette Lapointe-Roy, nous assure que son Conseil travaille très fort à la diffusion de leur mémoire **l'Habitation et les personnes âgées**, pour lequel il a reçu une subvention. Mille (1000) copies seront distribuées à la fin du mois de mars et le Conseil de Montréal a l'intention de contacter les autres Conseils régionaux afin de dresser une liste des personnes que ce mémoire intéresserait plus particulièrement.

### Thetford Mines

En février, le Conseil devait rencontrer les conseillers en Orientation des polyvalentes de Thetford Mines et de Black Lake afin d'établir une entente pour la présentation de modèles féminins dans diverses professions. L'assemblée générale aura lieu en mars. La présidente actuelle est Francine Viens.

### Québec

Le Conseil régional de Québec, après un ralentissement normal dû à la période des Fêtes, a réuni à deux reprises son exécutif et a programmé les activités pour la saison en cours.

### Février

Cours "Initiation à la politique".

#### Date:

21, 28 février, et 7, 14 et 21 mars.

#### Endroit:

Ecole secondaire Anne-Hébert  
555 Chemin Sainte-Foy

#### Jour et heure:

Le lundi de 7:30 à 10:30 heures.

#### Prix:

\$10.00 pour 15 heures.

#### Responsable:

Denise Toussaint,  
tél.: 623-2857

### Mars

Cours de formation au "leadership" (session II)

#### Date:

25-26 et 27, du vendredi soir au dimanche après-midi

#### Endroit:

Centre des Caisses Populaires  
Lévis

#### Prix:

A déterminer — environ \$30.00, comprenant hébergement et repas.

#### Responsable:

Claire Guilmette,  
Tél.: 687-9215.

### Mars

Cours "Est-ce ainsi que les femmes vivent?..."

#### Date et endroit:

Au choix du groupe, après avoir consulté l'animatrice et les participantes.

#### Prix:

\$10.00 pour 30 heures.

#### Responsables:

Janine Arsenault,  
Tél.: 651-2807  
Gisèle Simard,  
Tél.: 651-4056.

### Mars

Visite au parlement — Lunch au Café; information sur la galerie de la Presse, et présence à une commission parlementaire.

#### Prix:

A déterminer.

#### Responsables:

Claire Guilmette,  
Tél.: 687-9215  
Françoise Stanton,  
Tél.: 522-5478.

### Avril

Réunion en vue de préparer notre participation au congrès qui sera, cette année, tenu à Sherbrooke. Election du nouvel exécutif du Conseil régional de Québec.

### Mai

Congrès annuel de la FFQ, les 13, 14 et 15.

#### Responsables:

Denise Rochon, vice-présidente,  
Tél.: 683-9307  
Fabienne Gagnon, secrétaire,  
Tél.: 683-0440  
Micheline Goulet, publiciste,  
Tél.: 524-0569.

Afin qu'il y ait plus d'échange entre les membres et l'exécutif du Conseil régional, il y aura à tous les 3e lundi de chaque mois un lunch "femmes d'affaires" au restaurant "Négroni" — 36 de la Fabrique (\$3.75 à \$4.50). Le premier de ces dîners a eu lieu le 21 février à midi. Venez c'est là une occasion de mieux se connaître.

Le programme précité est susceptible de changements dus à des causes imprévisibles. Nous vous aviserons en temps utile de ces changements, mais nous aimerions bien connaître, le plus tôt possible, les noms de celles qui seraient intéressées à suivre les cours afin que nous puissions faire les arrangements nécessaires car il nous faudra limiter le nombre des participantes... Toutes vos suggestions seront les bienvenues.

Au plaisir de vous revoir, et soyez assurées de mes meilleurs sentiments.

Tél.: 522-5478.

FRANCOISE G. STANTON  
Présidente

La dynamique présidente, Françoise Stanton, a fait photocopier la page 2 du bulletin de novembre (message de Lucille Mottet, v.p. au recrutement) afin de recruter de nouveaux membres.

### Saguenay-Lac Saint-Jean

Ghislaine Patry-Buisson visite le Conseil régional du Saguenay-Lac Saint-Jean, à Chicoutimi, les 8 et 9 mars. Une invitation a été envoyée aux présidentes de tous les organismes féminins à cette occasion. Nous vous donnerons un compte-rendu détaillé de cette rencontre dans le prochain bulletin. La présidente du Conseil, Claire Frève, est très enthousiaste et est convaincue que les femmes du Saguenay se préparent, nombreuses, à venir au congrès "des femmes qui ne connaissent pas beaucoup la Fédération mais qui sont drôlement intéressées à y travailler."

### Cantons de l'Est

A Sherbrooke, le Conseil a été victime de l'hiver! En effet, sa présidente, Fernande Morin, dit que deux réunions du CA et deux ateliers de travail (voir Bulletin de novembre: les reines du foyer) ont dû être annulés à cause de tempêtes. Mais le Conseil continue cette démarche (qui a suscité beaucoup d'intérêt). Elles en sont à trouver une façon de monnayer le travail domestique, c'est-à-dire de lui trouver une rémunération fictive. Cette expérience est à suivre de très près.



# Une réalité politique vécue et perçue par des femmes

**Le Washington Institute for Women in Politics** est un centre d'études et

de recherches indépendant qui offre divers programmes préparant à des carrières dans la vie politique et l'administration publique. Les cours sont offerts aux hommes et aux femmes, mais ils sont orientés pour répondre aux attentes et besoins spécifiques des femmes dans ces domaines.

Le mini-semester de janvier, auquel j'ai participé, comprenait, répartis sur une période d'environ 85 heures, des cours, ateliers — utilisation des média, financement et organisation d'une campagne électorale, etc. — des rencontres et la visite de nombreux bureaux nationaux, de lobbies ainsi qu'une session de travail aux bureaux de transition de l'administration Carter.

D'autres sessions d'études offertes par l'Institut sont plus longues et offrent, en plus, des stages — ce que les Américains nomment **internship** — dans des bureaux de membres du Congrès.

L'Institut étant à Washington, les professeurs, les personnes ressources et les invitées, qui étaient toutes des femmes, occupant déjà des postes importants dans la fonction publique, travaillent dans les bureaux nationaux d'associations féminines ou sont membres de la Chambre des représentants. Directement impliquées dans la vie politique de leur capitale, elles décrivent une expérience quotidienne et actuelle.

## UNE DEMARCHE TRADITIONNELLE

Le système politique des Etats-Unis est une immense machine et les femmes que j'ai rencontrées ne croient

pas qu'une présence accrue des femmes dans la vie politique changera le système. Elles ne semblent pas, d'ailleurs, souhaiter de transformation en profondeur de l'American Way of life. En fait, toutes les femmes récemment élues — sauf bien entendu les veuves qui ont succédé à leurs maris — ont suivi des plans de carrière traditionnels et se sont d'abord intégrées, **vigoureusement**, aux structures internes des partis démocrate ou républicain. A ce niveau, la lutte est extrêmement dure et l'on peut voir que les femmes qui franchissent cette étape ont déjà acquis un style et des habitudes de travail qui en font de véritables **politiciens**.

## YES I HAVE AN UTERUS AND A BRAIN AND THEY BOTH WORK

Les attitudes dans la société américaine semblent encore très conservatrices. **Yes I have a uterus and a brain and they both work** a répondu, en 1974 à la Chambre des représentants, Patricia Schoeder, à un collègue plus âgé qui ne comprenant pas comment une mère de famille pouvait remplir convenablement de si hautes fonctions... Dans ses mémoires publiées en 1972, un journaliste, autrefois président d'un club exclusif de Washington, rapporte, sans aucun complexe, comment il a répondu au président Kennedy qui lui demandait d'admettre des femmes: **Look Mr. President, I might sleep with them but I'll be damned if I'll eat lunch with them...**

## DES RESULTATS ENCOURAGEANTS

L'année qui vient de se terminer n'a pas été trop négative pour les femmes dans la vie politique améri-

caine. Il est vrai qu'il n'y a plus de femmes au Sénat et qu'il n'y a plus que 16 femmes à la Chambre des représentants, trois n'ayant pas demandé un renouvellement de leur mandat. Cependant, il y a deux femmes nommées au cabinet du président Carter et dans l'ensemble des législatures locales (états) leur nombre a augmenté de 11%. Il est intéressant — et affligeant — de remarquer que ce sont les législatures locales qui offrent les salaires les plus bas à leurs élus qui comptent le plus grand nombre de femmes. Au New-Hampshire où le salaire annuel des représentants est d'environ \$100 on a eu jusqu'à 68 femmes élues.

## UN LOBBYING PERMANENT

L'accent est ouvertement mis sur la conquête du pouvoir, la lutte pour des postes décisionnels dans l'administration, les partis, les organismes para-gouvernementaux. Il n'y a pas d'organismes **gouvernementaux** nationaux responsables de la situation de la femme. Quelques états ont commencé à mettre sur pied des conseils du statut de la femme. Les associations et groupes féminins souhaitent avant tout demeurer indépendants du pouvoir politique tout en n'écartant aucunement la possibilité et la liberté d'appuyer ouvertement telle ou telle candidate en fonction de ses prises de position. Disposant de ressources financières considérables — la liste des bienfaitrices du Women's Lobby se lit comme des pages du Who is Who et du Social Register — plusieurs associations féminines ont à Washington de véritables lobbies permanents, sans contacts réguliers avec des organisations locales.



Welcome  
to the Bank  
that knows...



State National Bank  
of Maryland

## The National Women's Political Caucus



mendement avec autant de moyens humains et financiers que celles qui lui sont favorables.

Les structures sociales et politiques sont trop différentes pour qu'une comparaison entre le Canada et les Etats-Unis soit possible et équitable. Cependant, je pense qu'une étude superficielle, comme l'est un stage de trois semaines apporte tout de même des éléments de réflexion qui, partagés avec d'autres permettront de découvrir ou d'approfondir des moyens d'action à notre portée.

Christiane BACAVE

The Washington Institute for  
Women in Politics  
Dr. Susan Tolchin, director  
Mount Vernon College  
2100 Foxhall Road N.W.  
Washington D.C.20007

The National Women's Political  
Caucus  
1411 K Street N.W. suite 110  
Washington D.C.20005

National Association of  
Women Business Owner  
2920 M St. N.W.  
Washington D.C. 20007

Project on the status and  
education of Women  
Association of American Colleges  
1818 R Street N.W.  
Washington D.C.20009

Women's Lobby inc.  
Carol Burris  
201 Mass. avenue N.E.  
Washington D.C. 20002

Women's Campaign Fund  
122 Maryland Avenue  
Washington D.C.

Women's Studies  
Know inc.  
P.O. Box 86031  
Pittsburgh Pa. 15221

CLOUT — Woman Power and  
Politics  
Susan and Martin Tolchin  
Capricorn Books  
(Langman Canada Limited, Toronto)

The Politics of Women's  
Liberation  
Jo Freeman (David McKay  
Company Inc.) New York 1976

Cela démontre la priorité accordée à la promotion d'un système de législation garantissant dans tous les domaines l'égalité et la liberté de choix. Ce mouvement ira certainement en s'accroissant à la suite d'une toute récente décision de la Cour suprême des Etats-Unis qui a statué que la grossesse était une invalidité **volontaire** et que les employeurs et les compagnies d'assurance pouvaient re-

fuser de payer les bénéfices sociaux auxquels donnent droit d'autres types d'invalidité.

### DES "SOEURS" ENNEMIES...

Parfois la lutte oppose des groupes de femmes comme cela se passe en ce moment et depuis quelques mois en ce qui concerne la ratification de l'Equal Rights Amendment (ERA). Des femmes s'opposent à ce projet d'a-

## Bonne fête !

Le vendredi 4 mars, à 20 heures, l'équipe des **Têtes de pioche** fête leur premier anniversaire, au sous-sol de l'église Saint-Louis-de-France, au 750 est, de la rue Roy (métro Sherbrooke). Toutes sont invitées et attendues, têtes de pioche ou non.

La semaine-anniversaire de la librairie des femmes d'ici (voir le bulletin de novembre) a donné naissance aux rencontres du mercredi soir, lesquelles ont engendré concrètement la **maison des femmes**. Située au 433 rue de Bienville (coin de la rue Rivard), cette maison veut être un lieu de rencontres, d'activités et surtout regrouper les femmes isolées. Marie Beaulne, une des animatrices de ce projet, est très confiante. La maison, pour le moment, s'autofinance (on donne \$2, \$5, \$10 chacune) et en juin on repensera la façon de vivre. La **maison** (qui est en fait un bien petit local) n'a pas encore de permanence ou de téléphone. Le 16 février dernier, on pendait la crémaillère et les femmes étaient invitées à apporter un petit quelquechose: plante, photo, coussin, pour personnaliser un peu les lieux. Toutes les femmes sont invitées à aller, au 433 rue de Bienville, tous les mercredis soirs à 20 heures. On en est encore au stade de l'élaboration des projets et les idées de chacune sont les bienvenues.

Cora Houdet était déléguée du Conseil régional de Québec au VIII<sup>ème</sup> congrès de Relations internationales du Québec, tenu à Québec du 30 septembre au 3 octobre 1976, en collaboration avec le Centre québécois de relations internationales, de Québec; le Centre d'études de politique étrangère, de Paris; le World Peace Foundation, de Boston; et l'Institut canadien des affaires internationales, de Toronto.

VIII<sup>ème</sup> Congrès de Relations  
internationales du Québec (1)

# Armes conventionnelles et nucléaires, Contrôle ou prolifération?

Les armes destructrices que livrent aux pays du Tiers-Monde les grandes et moyennes puissances bouleverseront-elles un jour l'équilibre que l'on s'efforce aujourd'hui de maintenir précisément au nom de ce même équilibre des forces? Désarmement et contrôle des armements: mythe ou réalité? S'agit-il d'une prolifération déguisée sous la forme d'un contrôle ou d'une prolifération contrôlée? Telles sont les importantes questions sur lesquelles se sont penchés les spécialistes de réputation internationale qui ont participé à ce congrès, tenu à Québec du 30 septembre au 3 octobre.

## I - Les armements nucléaires

**A. Holmes (2):** Avec les SALT la voie est ouverte au règlement d'une des questions les plus vitales de notre temps: la limitation des possibilités de conflit thermonucléaire sur la planète. La situation actuelle de la dissuasion nucléaire entre les USA et l'URSS se caractérise par une capacité de détruire la majeure partie de la richesse et de la population, l'un de l'autre. Si les SALT permettent d'espérer que l'homme évite sa destruction ultime, il demeure que les négociations de Vladivostok (SALT II) devront se traduire par un véritable traité fondé sur l'équilibre de niveaux de forces plus faibles, une étape importante dans la limitation des systèmes stratégiques.

**A. Yarmolinsky (3):** For the Americans, the nuclear force issues have been complicated by the apparent continuing expansion of Soviet nuclear forces and by the interplay between the demands of developing countries for nuclear power facilities and the risks of nuclear proliferation. The next administration will have to face up to the realities of real and increasing resource constraints, the environmental fragilities and the growing impatience with the performance of the domestic economy. So the next administration will require significant political energies and skills to cut on the military budget and challenge the military establishment. The ability of the President to mobilize popular support is the key to ample support for a well-considered arms control and disarmament program.

**G. Fischer (4):** Selon madame Thorsson, déléguée de la Suède au Traité de non-prolifération (TNP), signé le 1er juillet 1968: "Le statut, la puissance politique et l'influence doivent être effectivement dissociés de la possession d'armes nucléaires." La cessation de la course aux armements nucléaires repose, pour les Etats non nucléaires (ENN), sur les superpuissances dont dépend

la crédibilité du TNP. Au moment de l'élaboration de ce traité, beaucoup d'ENN, en dépit de l'exemple du Canada, avaient craint que la renonciation aux armes nucléaires, à la technologie militaire, allaient représenter pour eux un frein au développement de la technologie civile. Aujourd'hui, personne n'entretient plus ces craintes: si pour la plupart des EN c'est la technologie militaire qui a conduit à la technologie civile, à l'heure actuelle on doit, pour nombre d'ENN, redouter le processus inverse.

Dans une technique aussi récemment maîtrisée que le nucléaire, les organismes de recherche, les fabricants de matériel et les producteurs d'électricité ont presque le monopole d'une compétence visiblement reconnue. Il faudrait permettre à l'opinion publique et aux responsables politiques de faire leur choix en connaissance de cause cependant.

**A. Petit (5):** La plupart des pays du monde ayant l'ambition de devenir, à plus ou moins long terme, des puissances industrielles à part entière, tout embargo sur l'ensemble ou une partie de la technologie nucléaire risque d'être considéré par eux comme un défi à relever, et d'aboutir par conséquent au résultat inverse de celui recherché, puisqu'en tout état de cause, le secret n'existe plus. Aucune loi ne peut empêcher un paysan de transformer sa faux en arme, il dépend de la sagesse politique des gouvernants qu'il en soit ou non réduit à cette extrémité. Il en va de même pour les Etats: la meilleure politique de non-prolifération est une politique internationale de la Communauté mondiale - et des grandes puissances en particulier - qui donne à chaque Etat, petit ou grand, la conviction que l'arme nucléaire n'est pas indispensable à sa sécurité et à son indépendance. C'est donc un problème de politique étrangère au sens le plus élevé et le plus général du terme.

**En cet âge nucléaire:** documentaire de l'ONF (1973) sur l'effort nucléaire au Canada, sur ce que représente l'énergie nucléaire et ses perspectives d'avenir. (6)

Le Canada est l'un des plus grands producteurs d'uranium. La Commission de contrôle de l'énergie atomique du Canada contrôle tout ce qui est mouvement de technologie nucléaire et protection publique, alors que l'Association canadienne nucléaire regroupe l'industrie privée qui essaie de prévoir les besoins face à une politique globale canadienne. La politique du Canada: recherches de l'ordre du "siècle" (pas millénaire) pour de nouvelles techniques, un meilleur entreposage des déchets. Le danger, présentement, est le grand nombre d'armes nucléaires.

res stockées. Il faudrait arriver à canaliser le savoir nucléaire. Pour le Canada, exportateur de techniques nucléaires pour fins pacifiques, le problème repose sur la durée d'application de la portée des garanties - un dilemme moral.

## II - Les Armements classiques

F. Barnaby (7): Le monde dépense deux fois plus en armes qu'en services de santé et autant que pour l'éducation. La guerre israélo-arabe d'octobre 73 et ses conséquences - la crise de l'énergie en particulier - a conduit à une escalade du trafic des armes. Le Moyen-Orient possède les arsenaux les plus modernes du monde du fait que des gouvernements permettent le trafic de ces armes sophistiquées souvent avant même de les introduire dans leur propre arsenal.

G. Kohler (8): D'après M. Kohler, les recherches pour un désarmement doivent étudier deux problèmes: cause et manipulation des ordres de grandeur du fardeau militaire

pourquoi et comment la croissance exponentielle économique s'accompagne d'une croissance exponentielle militaire?

Les armements croissent tout aussi naturellement qu'une boule métallique lancée en l'air retombe sur terre, seul un obstacle ou une force résistante pourraient empêcher les armements de suivre leur mouvement "naturel". Il faudrait une planification militaire au niveau mondial. Bien que cette idée soit utopique il faut espérer que l'humanité qui "divisa l'atome" divisera la croissance "militaire-industrielle", laquelle paraît être, aujourd'hui, aussi indivisible que l'atome ne l'était avant 1938.

J. Klein (9): Le marché des armements est devenu plus fluide et la dépendance des pays acheteurs tend à s'estomper à cause de l'accroissement du nombre des Etats impliqués et aussi dans la mesure où les acheteurs peuvent mettre leurs fournisseurs en concurrence et diversifier leur approvisionnement de matériel militaire. La compétition pour les ventes d'armes est dans une large mesure le sous-produit de la rivalité technico-militaire entre les Grands et reflète les carences du système de sécurité international, de sorte que la réglementation du commerce des armes ne résoudrait rien. Seul, l'arrêt de la course aux armements, voire l'amorce d'un désarmement, permettrait de relever le défi, mais il s'agit là d'une autre entreprise et il appartient aux Etats de démontrer, par des gestes concrets, qu'ils sont résolus à la faire triompher.

Hunter (10) & Griffiths (11): On peut être pessimiste face à l'attitude des Deux Grands vis-à-vis du désarmement. Aux Etats-Unis, le Congrès vient tout juste de s'impliquer dans cette question. En URSS, la tendance activiste - la plus forte depuis Staline - prône le développement des rapports avec les USA. Deux perspectives qui laissent entrevoir des positions plus favorables au contrôle des armements.

B. d'Aboville (12): Les motivations économiques vont grandir. L'URSS ne s'est pas engagée pour la conquête de nouveaux marchés, mais consent des sacrifices pour maintenir ses ventes d'armements afin d'assurer la rentrée de devises fortes, en même temps qu'elle exerce une influence là où elle fournit des armes.

A. Williams (13): En Amérique latine, où l'on compte 13 régimes militaires et 15 fournisseurs d'armes, l'enjeu est économique et social d'abord. L'armement coûte cher. Et les risques de conflits proviennent de taux de croissance économique divergeant entre rivaux tradition-

nels (ex.: Colombie-Vénézuéla), de la diminution du rôle actif des Etats-Unis, de l'acquisition de statut de puissance mondiale par l'acquisition d'armes nucléaires (ex.: Brésil-Mexique). Pour plusieurs Etats, les tendances idéologiques et les régimes autoritaires, en augmentant les tensions, augmentent les demandes.

W. Zartmann (14): Il n'y a pas d'armes atomiques en Afrique. Cependant, l'Afrique du Sud, qui a des réacteurs, est censée envisager avec l'Allemagne fédérale la possibilité de la fabrication d'une arme nucléaire. On comprend que le chantage nucléaire pourrait jouer contre cet Etat qui possède des concentrations de population blanche. Mais ces bruits sont sans doute des éléments d'une campagne de dissuasion plutôt qu'une réflexion de la réalité. Il est probable que d'ici 15 ans plusieurs Etats vont entrer dans une course au leadership africain qui entraînera des dépenses militaires beaucoup plus importantes. Mais, parce que des solutions militaires à des problèmes réels entraînera un cercle vicieux d'armement, il est dans l'intérêt de l'Afrique de trouver des solutions politiques.

M. Hunter, Pierre, Vernant, Klein (15): Dans le golfe persique, tout essai d'entente n'a encore rien donné. Les Etats-Unis y ont des investissements très considérables. C'est un cas particulier, une zone limitrophe. Un accord israélo-palestino-arabe au Moyen-Orient suppose un accord entre les Deux Grands et laisserait subsister toutes sortes d'autres problèmes.

**Conclusion:** "Ce joujou de 45 est effectivement dangereux! Le fait que les fournisseurs d'armes se trouvent des deux côtés de la division idéologique prouve bien que l'enthousiasme des vendeurs d'armes n'est pas le produit du capitalisme ou de l'impérialisme, mais de la concurrence et de l'équilibre international. Il n'y a pas encore eu de transfert d'armes nucléaires, mais pour les armes classiques il semble que la croissance économique aille de pair avec la croissance militaire. Il semble également qu'on achète pour un temps de l'influence en vendant des armes mais qu'on en perd certainement en n'en vendant pas. Les armes classiques ont tendance à s'annuler; la prolifération est inévitable, c'est une concurrence commerciale. Aucun système ne semble pouvoir fournir une sécurité absolue. Il faut, aujourd'hui, s'en tenir à une sécurité maximum. L'Agence internationale de l'énergie atomique ne peut imposer, elle ne fait que négocier. Le groupe de Londres (16) lui, possède des méthodes propres à empêcher, par la diffusion de l'atome pacifique, la prolifération de l'atome militaire. Il faudrait arriver à des normes internationales, internationalement contrôlées. L'avenir reste donc imprévisible, mais qui sait, des données aujourd'hui impossibles seront peut-être possibles demain.

Cora Houdet

## CONTENU

1

### 1. LES ARMEMENTS NUCLEAIRES

Président de séance: Albert LEGAULT, directeur général, Centre québécois des Relations extérieures (CQR)

#### A. Les négociations SALT (Strategic Arms Limitation Treaty)

2

H. ALLEN HOLMES (directeur, bureau de l'OTAN et des affaires politiques et militaires atlantiques) **Buts et esquisses des pourparlers sur la limitation des armements stratégiques.**

- 3 ADAM YARMOLINSKY (professeur, Université du Massachussets) **Arms control, disarmament, and the U.S. domestic scene: pre and post election.**

#### B. La non-prolifération des armements atomiques

- 4 GEORGES FISCHER (directeur de recherche au Conseil national de la recherche scientifique de Paris) **Bilan de la non-prolifération.**

Président de séance: Annemarie JACOMY-MILLETTE, directeur de l'information, CQRI.

- 5 ANDRE PETIT (assistant du directeur des relations internationales au Commissariat à l'énergie atomique) **Le commerce nucléaire international et la non-prolifération.**

La non-prolifération et le rôle de l'Agence internationale d'énergie atomique (AIEA)

- 6 Président de séance: Vladimir PASKIEVICI, professeur, Institut de génie nucléaire, Université de Montréal

Panel:

Tom HAMMOND directeur, Service du contrôle des armements et du désarmement, Ottawa  
G. FISCHER directeur de recherche au CNRS, Paris  
A. PETIT Commissariat de l'énergie atomique, Paris  
A. PIERRE Council on Foreign Relations, New York  
L.P. BLOOMFIELD Professeur de science politique au MIT, Boston  
A. MATTEI Ministre plénipotentiaire, Paris

#### II. LES ARMEMENTS CLASSIQUES

Président de séance: John SIGLER, directeur, département de science politique, Université de Carleton, Ottawa.

- 7 Frank BARNABY (directeur du Stockholm International Peace Research Institute) **Les dépenses militaires mondiales et régionales.**

- 8 Gernot KOHLER (associé de recherche au CORI) **La croissance des économies et le problème de la course aux armements.**

Edward A. KOLODZIEJ (professeur, Université de l'Illinois) **L'importance économique interne des ventes d'armements et stabilité du système international.**

- 9 JEAN KLEIN (Centre d'études de politique étrangère) **La politique française en matière de ventes d'armes.**

Président de séance: Capitaine de Vaisseau Bernard Thillaye.

- 10 ROBERT E. HUNTER (conseiller de politique étrangère auprès du Sénateur Edward Kennedy)

**La politique américaine en matière de ventes d'armes.**

- 11 FRANKLYN GRIFFITH (directeur du Russian Institute, Université de Toronto) **La politique soviétique en matière de ventes d'armes.**

- 12 Commentateur: Benoît d'ABOVILLE, Centre d'analyse et de prévision du Ministère des Affaires étrangères.

#### C. Les ventes d'armes en Afrique et en Amérique latine

Président de séance: Jacques ZILBERBERG, professeur de science politique, Université Laval.

- 13 ALBERT N. WILLIAMS (étudiant au National War College, Sous-secrétaire adjoint du Département d'Etat, direction de l'Amérique latine) **Les ventes d'armements en Amérique latine.**

- 14 WILLIAM ZARTMANN (professeur au département de science politique, Université de New York) **Les ventes d'armements en Afrique.**

#### D. Les ventes d'armements au Moyen-Orient et dans la région du Golfe Persique

Président de séance: Jean-Pierre DERRIEN-NIC, professeur, science politique, Université Laval.

- 15 Panel:  
Robert HUNTER  
Andrew PIERRE  
Jean KLEIN  
Jacques VERNANT (sec.-gen., Centre d'études de politique étrangère de Paris).

#### CONCLUSIONS & PERSPECTIVES D'AVENIR

Président de séance: Albert Legault  
Rapporteurs: Lincoln BLOOMFIELD  
Jacques VERNANT

- 16 Fischer, Georges. **Bilan de la non prolifération**, p. 31: "... les producteurs, groupés (...) au sein du comité de Londres (lequel comprend maintenant les Etats-Unis, la France, le Royaume-Uni, l'URSS, la RFA, le Japon, le Canada, la Belgique, l'Italie, les Pays-Bas, la Suède, la RDA, la Pologne et la Tchécoslovaquie) ont élaboré des règles de conduite communes en ce qui concerne les exportations nucléaires, en particulier vers les ENN non parties au TNP. On a ainsi établi une liste périodiquement mise à jour, des matériels "sensibles" dont l'exportation est soumise aux garanties. Les bénéficiaires ne peuvent pas utiliser les livraisons reçues pour procéder à une explosion nucléaire "pacifique". Ils doivent adopter des mesures de protection physique des matériels et s'engager à soumettre aux garanties toute installation dérivée ou copiée à partir des installations acquises de l'étranger. Les garanties s'appliqueront aux matériels réexportés vers un pays tiers et à ceux exportés vers un tel pays lorsqu'ils ont été copiés sur les importations provenant des membres du comité de Londres."

## Des législations qui intéressent les femmes

### Modifications au régime de pensions du Canada

Deux de ces modifications visent à reconnaître les "conjoints au foyer" en vertu du Régime de pension du Canada. La première proposition permettrait de partager également à la dissolution du mariage (divorce ou annulation) les crédits de pensions de R.P.C. acquis par les deux conjoints au cours du mariage, garantissant ainsi que cet avoir accumulé par un couple au cours du mariage sera divisé entre eux en parts égales.

La seconde proposition permettrait à un cotisant qui quitte le marché du travail pendant un certain temps pour élever ses enfants de moins de sept ans, "d'exclure" cette période du calcul de ses gains moyens de carrière aux fins de prestations du R.P.C. Cette proposition, protégerait à la fois l'admissibilité et le montant des prestations du R.P.C. acquises par un cotisant avant qu'il élève ses enfants.

### Exemple de la disposition d'exclusion

Prenons par exemple le cas d'une femme qui, âgée de 18 ans en 1966, commence alors à travailler et contribue pendant sept ans au Régime de pensions du Canada. Elle quitte par la suite la force ouvrière pour donner naissance à deux enfants, à deux ans d'intervalle. Supposons encore qu'elle retourne subséquemment au travail pour une période de 15 ans. Sans la disposition spéciale d'exclusion, cette femme aurait droit à environ 55 pour cent du fonds de retraite auquel elle aurait droit si elle avait travaillé et contribué au Régime de-

puis l'âge de 18 ans. Grâce à la disposition spéciale d'exclusion, ce pourcentage s'établira à environ 68 pour cent.

### Loi canadienne sur les droits de la personne

(...) la femme qui se voit refuser une promotion du seul fait qu'elle est femme, le cadre d'âge mûr qui se voit refuser un emploi dans une compagnie aérienne ou ferroviaire parce qu'il est "trop vieux" et les personnes s'estimant lésées lorsque, par exemple, elles font affaire avec une banque ou empruntent un mode de transport, pourront désormais se prévaloir du moyen de recours unique et exhaustif que nous leur offrons.

(...) Il comporte en plus une disposition unique au droit canadien, qui prévoit une rémunération égale non pour un travail égal, comme l'exigent la plupart des projets de loi, mais pour des fonctions équivalentes.

De la sorte, il sera dorénavant possible d'établir sur le plan de l'égalité salariale des comparaisons non seulement à l'intérieur d'une catégorie d'emploi donnée, mais avec d'autres catégories — non simplement à l'intérieur du service dactylographique, mais, par exemple, avec les opérateurs d'ordinateur pourvu qu'il y ait équivalence des fonctions. C'est donc dire que les femmes confinées à des fonctions "réservées" se verront rémunérer davantage si elles font valoir que leurs fonctions équivalent à celles confiées aux hommes surtout. Voilà le point de vue que professent des groupements féminins, point de vue que nous avons décidé d'adopter.

## FEMMES ET GESTION

Mireille Diotte Meuleau, de la Chambre de commerce du district de Montréal, annonce qu'une deuxième session **femmes et gestion** est en train de s'organiser. Une première session avait eu lieu en octobre dernier.

### Votre animateur Francine Giasson

responsable du cours "Problèmes d'organisation: mécanismes d'influence" à l'École des Hautes Etudes Commerciales

### Les participants

Aux femmes déjà engagées dans une fonction de direction ou présentant du potentiel et du goût pour occuper dans l'avenir un poste de cadre.

### Les objectifs

Initier aux fonctions de base de la gestion; provoquer une réflexion sur la problématique particulière aux fem-

mes dans la recherche et l'exercice des fonctions de direction; promouvoir des attitudes positives et orientées vers la solution de questions concrètes.

### La méthodologie

La session comportera des exposés, des discussions de cas d'administration et des échanges interpersonnels.

### Le programme

Les fonctions de la gestion:

- o prise de décision
- o planification
- o organisation
- o direction
- o contrôle

La problématique particulière aux femmes, à partir des données les plus récentes de:

- o la biologie
- o la psychologie
- o la sociologie
- o l'économie

# Associations

En collaboration avec la FFQ et le CEGEP Bois-de-Boulogne, la **Fédération des Services communautaires juifs (AJCS)** organise, à partir du 3 mars, une série de rencontres d'initiation à la vie politique.

L'**Association des familles monoparentales du Bas-Sauguenay, La Ruche**, est maintenant membre de la FFQ. Sa présidente est madame Olivette Babin.

A l'occasion de l'assemblée générale de l'**Institut de la famille de Montréal Inc.**, fédération d'associations familiales de la région de Montréal, les délégués ont procédé à l'élection du conseil d'administration.

#### Président

Georges-Henri Dupuis  
**Association des Parents catholiques du Québec**

#### Vice-présidente:

Marie-Thérèse Olivier (FFQ)  
**Mouvement des Femmes chrétiennes (FFQ)**

#### Conseillers:

Thérèse Boudreault  
**Association des Parents substituts de Montréal Métropolitain**  
Pauline Lecompte  
**Association des Veuves de Montréal (FFQ)**  
Jacqueline McLaughlen  
**ANO-SEP**  
Didier Blard  
**DIVO-SEP**  
Jean-Guy Pagé  
**Groupes de vie chrétienne**  
(Membre à venir)  
**Equipe Notre-Dame**

#### Secrétaire d'administration:

Desneiges Lavallée (FFQ)

## Women Caring Trust

Deux membres de cette association, Lady Patricia Fisher et Mme Joan Robbins, ont passé quelques heures à Montréal en décembre (elles sont d'ailleurs venues à la réception du Centre, le 1er), étape d'une tournée qui les a surtout menées en Ontario et aux Etats-Unis. Le but de leur voyage était de faire connaître leur organisme et de recueillir des fonds pour les enfants d'Irlande. Celles qui voudraient envoyer des dons peuvent le faire au **Canadian Save the Children Fund**, en mentionnant le projet canadien pour les enfants d'Irlande, 70 rue Hayter, Toronto, M5G 1J9, Ontario.

PAGE 18

## How Can You Help Us?

Many people in England, Scotland and Wales are deeply moved by the suffering of their fellow citizens in Northern Ireland. The Trust provides the opportunity for them to express this feeling by giving practical help. Nothing can be done without money. There are active groups in Surrey, London, Leeds and Oxford and many more are starting all over the country. These will spread the ideas of Women Caring Trust and find new ways of supporting the work we have undertaken. If you are interested in starting or joining a group, information can be obtained from and donations sent to:

**Women Caring Trust,**  
16 North Court,  
Great Peter Street,  
London, S.W.1.

## Action Adaptation

Un service du centre d'information et de référence pour femmes pour les immigrants de l'Inde du Pakistan du Bangla Desh du Sri Lanka

A service of women's information and referral centre for immigrants from India Pakistan Bangla Desh Sri Lanka

3585 St. Urbain  
842-0841

## Nouvelles de l'Association des femmes diplômées des Universités

**Comité d'étude de la Loi 50:** Me Sylvia Kissin a préparé un long rapport sur cette question. Elle y souligne certains aspects défavorables aux femmes. Tout d'abord, le critère "âge" n'est pas mentionné. Ce type de discrimination s'exerce tout spécialement dans le secteur de l'emploi, contre les femmes. Aussi, le droit de l'individu à la sûreté ne fait pas état du droit au travail et l'égalité d'opportunités n'y est pas mentionnée. Il n'y a aucune référence explicite à la discrimination qui s'exerce par le biais de la publicité.

Les procédures sont faibles. En voici des exemples. La fardeau de la preuve incombe au plaignant, ce qui désavantage les femmes. La procédure d'investigation n'offre aucune garantie au plaignant. Son poste au travail lui est-il assuré? L'identité du plaignant n'est pas dé-

voilée, seulement si la cause est d'intérêt public. L'avocat remarque des lacunes dans l'organisation de la commission d'enquête. Celle-ci ne formule que des recommandations; le plaignant doit encore recourir à des procédures légales si celles-ci ne sont pas respectées. Le consentement écrit de la victime est nécessaire. Enfin, Me Sylvia Kissin recommande des sanctions sérieuses.

Bref, la loi 50 représente un début. Mais elle n'assure pas la protection de la condition féminine. Les femmes même avec une loi 50 amendée, devraient effectivement voir à protéger leurs droits dans nombre d'autres domaines.

Le conseil d'administration se dit très satisfait du travail accompli et décide qu'une réunion d'un groupe d'avocates doit avoir lieu pour présenter le plus rapidement possible les recommandations à M. Caron de la ligne des Droits de la personne et au législateur.

### Club Culturel Humanitaire Châtelaine C.P. 147 - Jonquière

Nous tenons à vous informer que le Club Châtelaine a pris position publiquement pour le maintien du pavillon Murdock et l'amélioration du département de radiothérapie à l'hôpital de Chicoutimi. Nous vous invitons à faire votre part individuelle de la manière que vous jugerez la plus utile. Nous avons jugé que cette cause profondément humanitaire pouvait s'inscrire dans la ligne d'action du Club Châtelaine.

Lise Brière-Ruest

## YWCA

"Nouveau Départ" est un programme "d'orientation" pour la femme du deuxième âge.

Fait en collaboration avec le YWCA, la Fédération des Femmes du Québec, le Conseil du Statut de la Femme de Québec, le dept. de Psychologie de l'Université de Montréal.

Clientèle visée: femme francophone entre 35 et 55 ans.

Ce que nous lui proposons:

10 sessions de 3 heures où elle pourra définir ses besoins, connaître les diverses possibilités qui lui sont offertes (travail à temps plein, à temps partiel, bénévolat, retour aux études), s'instrumenter enfin pour un changement d'orientation (technique du curriculum-vitae, de l'entrevue, etc.). Au terme du programme elle possèdera un plan de développement personnel qui lui permettra d'aborder sa nouvelle orientation, avec des paramètres précis et individualisés.

Où?

YWCA, 1355 Dorchester ouest, Montréal.

Quand?

Du 22 mars au 28 avril 1977

Les mardis et jeudis de 12:15 à 3:15

Comment?

Avec des animatrices de groupe

Des personnes ressources

Du matériel didactique et un apport audio-visuel

Le coût?

\$35 pour les 10 sessions.

On peut s'inscrire au YWCA à compter du 22 février pour informations supplémentaires, 844-6898.



## Opération-dépannage

Au mois de décembre dernier, s'ouvrait la période du renouvellement des cotisations. Comme vous vous en doutez sûrement, cette période amène toujours un surplus de travail au Secrétariat. Afin de vous donner un service assez rapide, j'entreprends de faire quelques téléphones pour obtenir de l'aide.

La plupart des personnes contactées ont répondu avec enthousiasme à ma demande. Ainsi, six personnes sont venues tour à tour passer soit un après-midi, soit une journée complète au Secrétariat. Je tiens donc à remercier spécialement Mesdames Claire De Bellefeuille, Rita Beauchamp, Renée Garneau-LaHaye, Odile Hamel. Toutes sont membres A au Conseil régional de Montréal. Mme Hamel, en plus de ses activités au comité de Télévision communautaire et à Multi-Média, revient régulièrement apporter sa collaboration au Secrétariat. L'Association des Veuves de Montréal nous a également fourni l'aide précieuse de Mesdames Simonne Lanthier et Cécile Doyle. Ce fut très encourageant et très agréable de travailler avec toutes ces personnes. **Celles qui aimeraient se joindre au "Comité de Bénévoles du Secrétariat" voudront bien communiquer avec moi, les mardi ou mercredi à 844-7049.**

Je profite de l'occasion pour vous rappeler qu'il est encore temps de renouveler votre votisation. Nous comptons sur votre appui et vous remercions de votre collaboration.

**Raymonde Beauchamp**  
Responsable du Secrétariat

# National Council of Jewish Women Montreal Section

## FACT SHEET

The **National Council of Jewish Women** is an organization dedicated to the furthering of human welfare in the total community. The **Montreal Section**, with a membership of 1000 women, is part of a **National organization** with sections across Canada, affiliated with the **International Council of Jewish Women** which spans 22 countries of the world.

The **Montreal Section** operates a three-fold programme of Education, Community Service and Social Action funded mainly by the Angels' annual fundraising event.

### NEW PROJECTS:

**Language Vitamins** - The purpose of this project is to help immigrant Jewish children overcome the language barrier by giving one-to-one tutoring in language skills. It is hoped that this programme will help their academic progress as well as accelerate their assimilation into the Canadian community. The volunteers are trained by the school staff at Hebrew Academy where they work from 10-12 noon with pre-school and grade one students three times a week.

**Operation Uplift** - This group has been researching resources and support systems available to families that are having problems with the chronically ill and aged, in order to prevent family breakdown. Naturally they have uncovered many unmet needs. Their first action has been to set up a series of three open programmes to develop awareness as well as provide information. They hope to reach the aging, their families, their children, the aged and the general community. As a second step they would like to initiate self-help groups serviced by volunteers. In response to the series they hope to identify a group of people requiring self-help.

**Every Woman Can** - A Study Programme based on "Our Bodies, Our Selves". The purpose of developing this programme is to help women cope with and be in control of their health care service to their best advantage (health including psychological, physical and physiological). The guidelines for the programmes are:

- 1) Knowledge about ourselves provides us with choices
- 2) Knowing our resources helps us make decisions
- 3) We can only fill unmet needs when we know what they are.

**Soviet Jewry** - Montreal Section has initiated a policy of telephoning a Soviet Activist once a month at our board meeting.

Another new project being initiated has various Study Groups sending Hebrew grammar books to Soviet Activists to help them prepare for their emigration to Israel.

### Ongoing Projects:

A recent involvement includes a project aiding newly arrived Soviet immigrant families. Our volunteers act as interpreters and resource people in finding suitable housing, jobs and medical services and develop an ongoing

personal relationship with the newcomers. We are now looking for interpreters to staff a medical clinic that will be held once a month, which has been set up especially to accommodate Soviet immigrants.

**University Affiliation** - Council, in collaboration with Concordia University, has been successful in the establishment of two accredited certification programmes in Community Service and Family Life, commencing this academic year. A brochure which outlines all details of courses, requirements and opportunities is available. Some of the highlights of this programme are:

- 1) Classes are given once a week only, and generally in the daytime in order to accommodate our members.
- 2) All courses are university credit courses and may be applied both to the certificates and to undergraduate degrees.
- 3) Five courses (6 credits each) are needed to fulfill the requirements of each certificate.
- 4) Council is still actively involved in the evaluation and structuring of the courses in these programs.

**CCED** - NCJW (Montreal Section) was recently the recipient of a Community Service Award for the establishment with Golden Age Association of Community Opportunities for Educational Development. An excerpt from the letter received includes ... "Your leadership in developing this programme for the senior citizens of this community deserves our highest commendation"...

Council and Golden Age Association are partners in this programme. This semester 500 people registered in courses.

**Library** - The Boys' & Girls' Library is located in a multi-cultural, multi-language area. It is open after school hours and all summer long, operated by a permanent staff of 2 and aided by Council volunteers. The Library is stocked with books from pre-school to high school level in English and French, with reference materials and encyclopedias in both languages for school projects. Story reading sessions are held 3 times weekly. Historical, religious and current events are appropriately focussed upon, as well as special summer projects for learning and enrichment.

**Kosher Meals-on-Wheels** - Our Section has been meeting the needs of the isolated handicapped aged in our community for the past 9 years. Through our efforts other service groups were encouraged to follow suit and coordination is now being done by the Golden Age Association. However, Council volunteers still deliver meals, and the Section continues to fund 2 units.

**Thrift Shop** - Council operates a Thrift Shop (Boutique Economique) at 1263 St. Catherine Street East, selling donated merchandise at a very reasonable rate. The income from this enterprise helps support Council projects.



←

**Student Aid** - Interest-free bursary loans are provided to students ineligible for other sources of aid. Council also has made available scholarship funds for Jewish students to further their education in Judaic Studies at McGill University. Revolving Funds have also been established at major universities for any eligible student in general studies.

**Israel Family Counselling Association** - a pilot project has been launched by the National Council of Jewish Women of Canada to serve the great need for family counselling services in Israel.

This decision is directly related to Council's concern for the family in contemporary society and to its efforts in the fields of prevention and rehabilitation.

Initial focus will be placed on helping the one struggling professional family service in Israel to stabilize and develop so that it can serve as a model for other family services, and within 5 years be able to become part of a planned, comprehensive network. The service is located in Tel Aviv and is recognized by the University of Tel Aviv Department of Social Work as a field training centre.

In addition to family counselling, plans include the development of the service as a training centre for family physicians, psychiatrists, public health nurses and teachers.

**Conjoint Committee for Civic Participation & Social Action** - This committee is comprised of members from our organization, the Montreal Council of Women and the Fédération des Femmes du Québec. This cross-cultural group concerns itself with joint action in the promotion and development of citizen responsibility.

A joint pilot project initiated by this committee, entitled "Volunteers in the Service of Youth", is now in its second year of operation. Volunteers are trained at the Centre d'Orientation, by skilled professionals, to work with young people under the protection of the State, juvenile offenders, and preventative programs.

Volunteers who started training last year are now being placed with our local school board (Protestant School Board of Greater Montreal) where they will work on a one-to-one basis with students who have emotional or home problems which manifest themselves as learning difficulties.

**Programming** - We have planned two general open programmes to be held before Christmas. The topics are:

- 1) October 23, 1976 - "How to cope with stress in our Changing Society".
- 2) November 24, 1976 - "Questions Between Parents & Adolescents" - The usual growing pains which affect them both.

Both of these programmes follow-up our original programme on stress that was held in May.

December 1976.

## Cours formation à la communication avec les enfants et les adolescents

L'Éducation des adultes du collège Bois-de-Boulogne offre aux éducateurs (parents, professeurs, travailleurs sociaux, officiers de probation etc...) une session de **Formation à la communication avec les enfants et les adolescents.**

Durant cette session, l'animateur vous introduit à la méthode "sans perdant". Cette méthode est particulièrement efficace pour résoudre les conflits parents-adolescents. Conçue par Thomas Gordon, auteur du "best-seller" **Parent Effectiveness Training**, elle permet à ceux qui l'utilisent d'éviter qu'un des protagonistes du conflit ne soit perdant et de ce fait, s'installe dans la dépendance ou la révolte. Grâce à cette méthode, éducateurs et adolescents collaborent pour trouver une solution satisfaisant à la fois les exigences des éducateurs et les besoins de l'adolescent. Les conflits deviennent ainsi des occasions de resserrer les liens familiaux, plutôt que d'empoisonner l'atmosphère familiale.

La session sera animée par Pierre Blanchette, docteur en psychologie de l'Université de Montréal. Il pratique la psychothérapie et l'enseignement depuis sept ans. Il a animé de nombreux groupes de sensibilisation à la vie familiale, dont l'un a servi pour une émission de Femmes d'aujourd'hui.

La session aura lieu au collège Bois-de-Boulogne, les 4-5-6 mars 1977 aux heures suivantes: **vendredi, de 19h30 à 22h30, samedi, de 9h30 à 22h30, dimanche, de 9h30 à 17h30.**

On peut obtenir une formule d'inscription en téléphonant au collège Bois-de-Boulogne à **332-3000 poste 290** - le coût est \$40 par personne (\$60 pour un couple de parents).

# Les Canadiennes ont-elles atteint l'égalité?

## NON

### C'est ça l'égalité?

o A Montréal, le taux moyen de salaire hebdomadaire pour une préposée aux commandes dans l'industrie en gros, s'établissait à \$88 et, pour l'homme, à \$122. La vendeuse dans un magasin d'alimentation au détail gagnait, par semaine, \$134 et le vendeur, \$149.

o A Toronto, le taux moyen de salaire hebdomadaire d'une vendeuse dans un magasin d'alimentation au détail était \$114 comparativement à \$179 pour un vendeur.

o A Winnipeg, le taux moyen de salaire hebdomadaire pour un commis aux prix de revient était \$106 pour la femme et \$143 pour l'homme.

o A Vancouver, le taux moyen de salaire hebdomadaire pour une préposée au contrôle des stocks s'établissait à \$116 et à \$165 pour un homme. Le taux moyen de salaire hebdomadaire pour l'opératrice de matériel périphérique d'ordinateur était \$142 et pour l'opérateur, \$144.

o Dans les secteurs d'assurances et d'immeubles, les femmes occupaient 3% des postes de direction.

o En 1972, les conseils exécutifs des syndicats nationaux comptaient 65 membres du sexe féminin; ainsi, 14,1% de l'ensemble des membres des conseils exécutifs étaient des femmes.

o Quant aux syndicats internationaux, ils regroupaient au sein de leurs conseils exécutifs 5 femmes comparativement à 127 hommes. Les membres féminins constituaient 3,8% de l'ensemble des conseils exécutifs.

o Quand on étudie les gains moyens horaires des femmes et des hommes travaillant à temps plein dans le secteur des assurances et des affaires immobilières, les gains des hommes dépassent dans chaque catégorie ceux des femmes.

o En 1972, les gains moyens annuels des femmes occupant des postes dans les services étaient de \$2,926 comparativement à \$7,507 pour les hommes, un écart de \$156,6%. Dans les postes professionnels et techniques, les gains moyens des femmes s'établissaient à \$7,220 par an et à \$12,405 pour les hommes, un écart de 71,8% en leur faveur.

o En 1975, les femmes remplissaient 13% des nominations fédérales.

Il faut établir une politique de recherches continues et soutenues sur les femmes comme groupe relativement désavantagé.

### Comment aider

Nous voulons votre intérêt et votre appui. Devenez membre de l'**Institut canadien de recherche pour l'avancement de la femme** (Porte 415, 151 rue Slater, Ottawa (Ontario) K1P 5H3).

### Ce qu'il faut faire

Six ans depuis le Rapport de la Commission royale d'enquête sur la situation de la femme et la discrimination bat toujours son plein. Malgré toute rhétorique, la situation de la femme n'a pas changé, et nul peut nier que la discrimination existe. Il nous faut dès maintenant, par la recherche, scruter sa source, découvrir pourquoi elle est, et nous armer pour la combattre. L'Institut canadien de recherche pour l'avancement de la femme, dès sa fondation, s'est donné cette recherche pour but. En avril 1976, hommes et femmes de toutes les provinces,

de couches diverses de la société et de disciplines universitaires variées se sont unis pour entreprendre cette tâche.

### Nos objectifs

o Initier, entreprendre et contribuer à une recherche visant à une plus grande compréhension de l'expérience féminine.

o Analyser la politique ou des sphères qui sont d'importance aux femmes et soumettre les résultats au public et au gouvernement.

o Diffuser les fruits de ces recherches et faciliter la communication entre chercheurs et intéressés qui militent dans ce domaine.

o Appuyer et entreprendre une campagne d'éducation et de formation auprès des professionnels, des universitaires, du patronat et autres groupes définis, afin de les sensibiliser davantage à l'expérience féminine et de la leur mieux faire connaître.

o Encourager par l'octroi de bourses, études et formation ayant trait à l'expérience féminine.

o Ouvrir et rouvrir aux femmes tous les champs et tous les niveaux d'activités.

### Financement

Le financement de l'Institut proviendra de trois grandes sources:

o *Le gouvernement*: On espère que le gouvernement fédéral, pendant les trois premières années, allouera une importante somme laquelle nous permettra de nous installer afin d'attaquer la difficile tâche de solliciter l'appui financier d'autres organisations.

o *Le secteur privé et les fondations*: C'est du secteur privé — en particulier des grands employeurs de main-d'oeuvre féminine telles les banques, les grands magasins à rayons — et des fondations privées que nous espérons recevoir le plus grand soutien.

o *Les particuliers et les associations*: Il est essentiel d'obtenir l'appui des particuliers et des associations. La cotation pour le particulier est de \$10, et pour les associations, de \$100.

### Adhésion et don

Libellez les chèques ou mandats à l'ordre de l'**Institut canadien de recherche pour l'avancement de la femme**, Porte 415, 151 rue Slater, Ottawa (Ontario) K1P 5H3. Pour fins d'impôt, un reçu sera remis.

#### Cochez dûment

##### Adhésion

Individuelle (\$10 l'an)

Association (\$100 l'an)

##### Don

Individuel (\$100 et plus, déductible)

Institution (\$500 et plus, déductible)

##### Contribution

\$100 et moins (déductible)

**Institut canadien de recherche  
pour l'avancement de la femme**

# PUBLICATIONS

---

Le premier numéro du bulletin trimestriel **Information - Situation de la femme** vient de paraître. Emanant du bureau de la coordonatrice de la Situation de la femme, Julie Loranger, il sera le pont entre le gouvernement fédéral et les organismes féminins.

## Keep in Touch

The editors of "Information - Status of Women" want to keep you up-to-date on news from across the country. While our first job is to keep you informed on federal government action affecting the status of women, we would also like to act as a "clearing house" of information on other women's news.

If you belong to a group that has launched a special project related to women's issues; if your community has just introduced a women's studies programme; if you know of new publications or films on women, etc. - we'd like to hear from you. If you or your organizations have a news item, or an idea on the kinds of news items you would like to see feature in "Information - Status of Women", please write:

Information - Status of Women,  
Office of the Status of Women,  
63 Sparks Street,  
Ottawa, Ontario  
K1A 1C3

While we cannot promise to use all material sent to us, because of limited space, if you will keep us up-to-date on your news, we'll make sure you are well-informed on what is being done across the country.

## Restez en contact

Les éditeurs de "Information - Situation de la Femme" veulent vous tenir au courant de ce qui se passe à travers le pays. Nous voulons d'abord vous renseigner sur les gestes du gouvernement fédéral affectant la condition de la femme, nous voudrions aussi diffuser d'autres nouvelles intéressant les femmes.

Si vous faites partie d'un groupe qui a lancé un projet spécial touchant la femme; si votre groupe fait des recherches, si vous connaissez de nouveaux films, de nouveaux livres, etc., nous aimerions le savoir. Si votre organisme a des nouvelles à transmettre ou une idée précise de ce que vous aimeriez lire dans ce bulletin, dites-le-nous, écrivez-nous:

Information - Situation de la Femme  
Bureau de la situation de la femme  
63, rue Sparks, 2ème étage  
Ottawa, Ontario K1A 1C3

L'espace est limité, nous ne pouvons promettre de tout publier mais nous essaierons sûrement de mieux faire connaître d'un bout à l'autre du pays les réalisations féminines.

Lise Trudeau est responsable de la rédaction française. Nous nous permettons amicalement une remarque: il est extrêmement désagréable, même pénible, de voir ces deux colonnes - française et anglaise - ainsi côte à côte. N'y aurait-il pas moyen de repenser la mise en page?

---

## DOCUMENTS PUBLIES PAR LE CCSF

### Les avantages sociaux et les régimes de pensions

**Recommandations du CCSF concernant la participation du conjoint au foyer dans les régimes de pensions du Canada et des rentes du Québec**, mai 1976.

**La discrimination sexuelle en matière d'avantages sociaux**, par Marianne Bossen, février 1975.

### Congés et prestations de maternité

**Congés et prestations de maternité et problèmes connexes**, Recommandations du CCSF, septembre 1976.

**Congés et prestations de maternité**, par Elsie Robindaine-Saumure, février 1976.

### Les droits de la personne

**Les Indiennes et la Loi sur les Indiens**, notes de fond du CCSF, avril 1976.

### La famille, le mariage et la loi

**Réforme du droit sur le divorce**, Recommandations du CCSF, septembre 1976.

**Définition de l'équité dans le mariage**, énoncé de principes du CCSF, mai 1976.

**Etude sur le divorce**, par Marcia H. Rioux, avril 1976.

**Énoncé de principes sur une nouvelle orientation des politiques concernant la famille monoparentale**, par S. June Menzies, avril 1976.

**Notes sur certaines lois fédérales qui reconnaissent les unions de common law**, par Henri Major, juillet 1975.

**Notes de travail sur les régimes matrimoniaux**, par Marcia H. Rioux, décembre 1974.

**Notes de travail sur le rapport "Le tribunal de la famille de la commission de réforme du droit du Canada"**, par Henri Major, juin 1974.

**La répartition des juridictions fédérale et provinciales en matière de droit de la famille**, par Henri Major, août 1974.



### **Les femmes dans l'emploi**

**L'emploi dans les banques à charte 1969-1975**, par Marianne Bossen, mai 1976.

**Etude des nominations relevant du gouvernement fédéral faites au sein des offices, commissions, conseils, comités et sociétés**, par Marcia H. Rioux et Mary Pearson, décembre 1975.

**La femme dans la Fonction publique**, par Monica Townson, septembre 1975.

**Les pouvoirs fédéraux en matière de travail**, par Henri Major, août 1974.

### **La fiscalité**

**Document de travail sur la femme dans le régime d'impôt sur le revenu des particuliers**, par Louise Dulude, avril 1976.

### **La planification des naissances**

**Déclaration sur la planification des naissances**, Recommandations du CCSF, septembre 1976.

**L'avortement au Canada: Document de fond sur les modifications proposées au Code criminel**, par Louise Dulude, novembre 1975.

**Notes sur la législation relative à la planification des naissances au Canada**, par Henri Major, août 1975.

**Document de fond sur certains aspects de l'avortement thérapeutique au Canada**, par Mary Pearson, mai 1975.

**Document d'étude sur la planification des naissances**, par Mary Pearson, mars 1975.

### **Le viol et les délits sexuels**

**Rationalisation des dispositions du Code criminel relatives aux délits sexuels**, Recommandations du CCSF, septembre 1976.

**Le filet des lois: Etude des délits sexuels dans le Code criminel canadien**, par Marcia H. Rioux, septembre 1975.

**Propositions étudiées par le CCSF concernant les délits d'agression sexuelle**, juin 1975.

**Des mythes qui masquent la réalité: Une étude du viol**, par Marcia H. Rioux, avril 1975.

Vous pouvez en obtenir des copies gratuitement en en faisant la demande au:

Conseil consultatif de la situation de la femme  
63, rue Sparks, C.P. 1541, Succ. B  
Ottawa, Canada K1P 5R5 (613) 992-4975.

## **Extrait du Bulletin de Sherbrooke & District University Women's Club:**

### **LEADERSHIP COURSE**

Dominique Davis has attended the latest "Session sur la formation du leadership" offered by F.F.Q. on 26-28 November 1976. She sends her report:

"The object of the course, or "stage", as it was referred to throughout the weekend, was to help women of member associations and of regional councils of the F.F.Q. to better fulfill the tasks required by their positions in their organizations. As such, the program covered varied topics, including participation, group work and collective action, and described certain techniques

including the preparation and presentation of written and oral reports, of news bulletins and new conferences. The leadership aspect of the "stage" was covered by a series of theoretical lectures and practical workshops on the roles, functions and procedures of animation and delimitation".

She found that the weekend was intellectually stimulating but also exhausting. She was also made aware of a common and a shared problem with the majority of clubs and associations, which is the lack of participation and dwindling membership. It is hoped that a course like this would help remedy these problems. Dominique invites all who are interested in knowing more about this course to get in touch with her at **565-1353**.

Avec le recul du temps, le stage de formation du leadership me laisse quelques points d'interrogation, non au point de vue technique mais sur l'aspect humain de nos groupes féminins. Comme Dominique, et des femmes de toutes les régions du Québec, je constate le manque d'implication des membres d'associations. Serait-ce que ces dernières ne répondent plus aux besoins et aux aspirations des adhérents de l'élan de l'enthousiasme même, dans nos milieux respectifs pour des entreprises essentielles au bien-être et au mieux-vivre de tous les individus d'aujourd'hui et de demain? Il y a un adage qui dit que la "réponse est contenue dans chaque question", mais je ne la vois pas toujours — et vous? Aline Elie

## **SHERBROOKE AND DISTRICT UNIVERSITY WOMEN'S CLUB Programme 1976-77**

### **23 septembre**

Session de planification, formation de groupes particuliers.

### **11 novembre**

Séminaire spéciale sur résultats d'entrevues avec candidats de la prochaine élection.

### **23 novembre**

Groupe de discussion: Solutions nouvelles et pratiques de l'emploi de nos ressources nouvelles.

### **21 janvier**

Famous People Players; Théâtre du Centenaire, Université Bishop. Réception après la représentation.

### **mars**

Conférencière: Femmes de talents multiples (de plus amples informations suivront).

Solange Vouvé et Anne-Marie Trahan, directrices provinciales du CFUW pour les clubs français et anglais assisteront à la conférence.

### **mai**

Dîner annuel. Invitées - femmes de la région, de carrières intéressantes.

Coordinatrice du programme: Janet Carman — tél. 563-1667.

### **Groupes particuliers:**

Lecture, éducation, étude de l'environnement, art culinaire, artisanats, français, culture physique et groupe d'action sociale et politique.

Coordinatrice des groupes particuliers: Elke Rodger — tél. 875-3522.

# AU BAS DE L'ECHELLE

**l'organisation des femmes au travail**  
**4515 o. Ste-Catherine 934-0721**

## Au bas de l'échelle qu'est-ce que c'est?

**Au Bas de l'Echelle** est une organisation de femmes au travail luttant en vue de mettre un terme à la discrimination envers les femmes dans les bureaux. Nos activités ont débuté en novembre 1975 et nous avons été très actives depuis ce temps. Nos principaux objectifs consistent à mettre fin aux discriminations suivantes:

### Salaires

La plupart d'entre nous, sans le réaliser, reçoivent jusqu'à 112% de moins par année que confrères pour à peu près les mêmes fonctions.

### Possibilités de perfectionnement et de promotion

Les femmes sont souvent exclues ou ne sont pas encouragées à participer à des programmes de perfectionnement qui les aideraient à sortir de leur "ghettos".

La ségrégation dans l'emploi est notre plus grave problème et le perfectionnement constitue une solution.

### Avantages sociaux

En tant que femmes, nos contributions sont plus élevées et sommes éligibles à moins d'avantages que les autres employés. **Au Bas de l'Echelle** mène actuellement une campagne contre les compagnies et le gouvernement afin de mettre un terme à cette politique et obtenir ce qui nous est dû.

### Attitudes

Les employeurs croient encore que les femmes ne travaillent que pour "l'argent de poche" ou "passer le temps". Mais la réalité est tout autre. Par des mesures concrètes contre la discrimination dans l'emploi, nous détruirons ce faux mythe.

# Bulletin sur les droits en matière d'emploi

Ottawa (Ontario) K1A 0J2



Travail  
Canada

Labour  
Canada

Rédactrice: Cheryl E.L. Monette

Publié par: Droits en matière d'emploi  
Travail Canada  
Ottawa (Ontario)  
K1A 0J2

## Le travail à temps partiel dans l'économie canadienne

En 1975, Travail Canada a chargé Mme Marianne Bossem d'effectuer une enquête sur le travail à temps partiel au Canada. Son rapport qui fait état des caractéristiques

de la main-d'oeuvre à temps partiel et du potentiel de croissance du marché de l'emploi à temps partiel, souligne la nécessité pour l'administration publique d'adopter une ligne de conduite dans ce domaine. Mme Bossem a détruit plusieurs mythes sur la main-d'oeuvre à temps partiel. Le Conseil du Trésor a ébauché, pour le compte de la Commission de la Fonction publique et de Travail Canada, des exposés de principe sur le travail à temps partiel. On a aussi dressé une liste d'envoi des groupes qui s'intéressent à la question. Toute personne qui désire obtenir un exemplaire gratuit du rapport n'a qu'à s'adresser, à compter du 1er octobre 1976, à la Direction des conditions de travail, Travail Canada, Ottawa, Ontario, K1A 0J2.

# Conseil du statut de la femme

## **NOMINATIONS un peu partout...**

Mme Lévis Beaudoin, de Chibougamau, a été élue présidente de l'Association des Hôteliers de la province de Québec.

Paule Beaugrand-Champagne a été élue présidente de la Fédération professionnelle des journalistes du Québec (F.P.J.Q.).

Thérèse Casgrain, ancien sénateur, Marcelle Dalpé, responsable de la commission rurale de l'AFEAS et Nicole L'Heureux, professeur à l'Université Laval sont les trois nouveaux membres nommés au Conseil de protection du consommateur du Québec, organisme consultatif dont le mandat est d'étudier les problèmes reliés à l'application de la Loi de la protection du consommateur.

Jeanne Lasalle a été promue au poste de conseiller au Conseil de la radiotélévision canadienne.

Nicole Morel, maître de poste de Ville Dégelis, a été élue l'été dernier, l'un des trois gouverneurs de l'Association internationale des receveurs de la poste, dont le siège social est à Genève (Suisse).

Roxanne Piché, bibliothécaire au gouvernement du Québec, est devenue présidente de la Jeune Chambre de Commerce de Montréal.

Yvette Rousseau est devenue présidente du Conseil consultatif fédéral sur la situation de la femme en remplacement de Kathie Cooke dont le mandat de trois ans était terminé.

## **Et au CSF**

Le Conseil du statut de la femme a depuis le 28 septembre une nouvelle secrétaire en la personne de Madeleine Valois. Directrice de la Valorisation sociale au ministère des Affaires sociales depuis 1974, elle a été aussi directrice du Service familial de Québec, de 1967 à 1974, jusqu'à la fusion de cet organisme avec le Centre des Services Sociaux de Québec. La secrétaire du CSF est responsable au-

près de la présidente, de l'administration et du développement du Conseil. A cette fin, elle doit planifier, organiser, diriger et contrôler les opérations au Conseil en s'assurant de la qualité optimale des ressources. Elle assume, de plus, le rôle de secrétaire auprès des membres du Conseil.

Enfin, Huguette O'Neil est la toute dernière venue au CSF et ce en tant que directeur du service de l'information. En plus d'avoir signé bon nombre d'articles dans diverses publications à titre de pigiste, elle a été éditorialiste au poste CHLT-TV de Sherbrooke et journaliste au magazine Actualité. Comme directeur de l'information, elle aura à mettre en oeuvre, à compter du 30 décembre, les programmes d'information du Conseil tant à l'endroit des médias que du public en général.

## **Consult-Action, c'est parti!**

Jeudi le 9 décembre, le Conseil du statut de la femme pendait la crémaillère dans les locaux de Consult-Action, au 1255, Carré Phillips, à Montréal. La présidence du CSF, Laurette Champigny Robillard et la directrice de Consult-Action, Claudette Boivin, ont reçu durant la journée les représentantes d'associations et de groupes féminins de tout le Québec.

Le baptême de Consult-Action a suivi sa naissance d'environ deux mois puisque le service est en fonctionnement de façon officielle depuis le 1er octobre 1976. L'historique de Consult-Action fait cependant remonter ses origines à 1975, à l'époque où Claudette Boivin agissait en tant que coordonnatrice des projets de l'Année internationale de la femme.

En effet, en juillet de l'an dernier, reconnaissant sa responsabilité vis-à-vis les associations féminines et les groupes qui partagent ses objectifs de respect et de promotion de la femme,

# LIVRES

Etablie par la librairie des femmes d'ici (375 est, rue Rachel, Montréal, 843-6273), une liste de livres québécois récents:

**Lettres au surhomme**, roman d'Andrée Maillet, éditions La Presse (\$5.95).

**La vie d'une femme avec un alcoolique**, de France Roy, éditions du Remue-ménage (\$3.95).

**Histoire vraie de tous les jours**, contes pour enfants non sexistes, collectif, éditions du Remue-ménage (\$5.00).

**Vingt-cinq à la une**, 25 courtes biographies de femmes journalistes, par le Cercle des femmes journalistes, éditions La Presse (\$6.95).

**L'enfant personnage et l'autorité dans la littérature enfantine**, de Marielle Durand, éditions Leméac (\$9.95).

**Dans les ailes du vent**, roman de Diane Giguère, éditions du Cercle du livre de France (\$5.95).

**"Bonjour Marie-France/De la terre et d'ailleurs"**, roman de Marie-France O'Leary, éditions Leméac (\$7.50).

**Gapi**, théâtre d'Antonine Maillet, éditions Leméac, collection théâtre (\$4.50).

**L'histoire de l'agriculture au Québec**, essai de Colette Châtillon, éditions de l'Étincelle (\$5.95).

**L'agriculture et le capitalisme au Québec**, de Diane Lessard, éditions de l'Étincelle (\$8.95).

**Tout un été, l'hiver**, de Marguerite Beaudry, récit, éditions Quinze (\$6.50).

**Bien manger à bon compte**, guide pratique de Jocelyne Gauvin, éditions Quinze (\$6.95).

Au Centre de documentation de la Fédération des femmes du Québec, 1600 rue Berri, bureau 3115, on peut consulter les livres suivants:

**l'inégalité hommes-femmes**, la plus grande injustice, dossier de Maurice Champagne-Gilbert.

**vingt-cinq à la une**, biographies de

25 journalistes, publié par les Éditions la Presse. (Hommage du Cercle des femmes journalistes).

De plus, Gabrielle Labbé a acheté, à la librairie des femmes d'ici, les livres suivants qu'elle met à la disposition des membres (pour lire sur place, bien entendu):

**Le féminisme**, par Françoise d'Eaubonne, éditions Alain Moreau.

**Karl Marx, histoire d'un bourgeois allemand**, par Françoise P. Levy, éditions Grasset.

**Défense des droits de la femme**, par Mary Woolstonecraft, Petite bibliothèque Payot (273).

**Les enfants d'abord**, par Christiane Rochefort, Éditions l'Étincelle.

**Les femmes s'entêtent**, un collectif publié dans la collection idées, aux éditions Gallimard.

Paraîtra bientôt: **Guide de la façon de préparer une cause face aux tribunaux administratifs**. Pour recevoir ce guide qui coûte \$5, écrire à Association des consommateurs du Canada, Conseil de surveillance des industries régies, RIP Board, 251 ouest, rue Laurier, Ottawa, K1P 5Z7.

Paru dans le numéro de décembre 1976 de **Newsletter**, le bulletin du Centre de Services sociaux Ville-Marie, 855 est, rue Sainte-Catherine, Montréal H2L 4N4. (514) 849-9421.

## OU ALLER?

Où va une femme sans argent à Montréal? Elle a le choix entre dormir à la belle étoile ou se prostituer. Telle est la conclusion qu'ont tiré le **Women's Shelter Committee**, le **Women's Emergency Housing Coalition** et le **Centre de Services sociaux Ville-Marie** à l'issue d'une réunion. A Montréal, on compte 656 lits "d'urgence" pour les hommes, 68 pour les femmes. Est-il étonnant alors qu'une femme battue préfère sa situation précaire ou que la nouvelle arrivante hésite entre un banc de parc ou un homme? Montréal est la seule grande

ville du Canada dans une telle situation. A Toronto, le gouvernement municipal a voté et dégagé des crédits pour des maisons-refuges pour les femmes. Pourquoi pas Montréal?

## Lu pour vous

**L'emploi à temps partiel dans l'économie canadienne**, Marianne Bossen. Etude rédigée pour le Ministère du Travail du Canada, Direction de l'économique et des recherches, Ottawa, Octobre 1975, 136 pages.

D'après la préface de cette étude, elle "porte sur le travail à temps partiel au Canada ou, plus précisément, sur les conditions de travail des travailleurs à temps partiel, les tendances propres à cette formule de "travail telles que les perçoivent les travailleurs et la faisabilité d'accroître les possibilités d'emploi à temps partiel dans divers secteurs industriels du Canada" (p. iii)

Lors de la Commission Bird, qui date déjà d'une dizaine d'années, l'auteur avait effectué des travaux sur le travail à temps partiel. Le document dont il est question ici porte sur une enquête récente (1975); il comporte en outre une bibliographie d'une trentaine de titres et une revue des lois portant sur le travail à temps partiel.

Comme le travail à temps partiel est encore aujourd'hui effectué davantage par des femmes que par des hommes, ce document devrait intéresser les personnes qui s'occupent du travail féminin.

## L'emploi dans les banques à charte, 1969-1975

Marianne Bossen, M. Bossen & Associates, Winnipeg, Manitoba. Sous les auspices du Conseil consultatif de la situation de la femme et de l'Association des banquiers canadiens, mai 1976, 70 pages.

Les banques constituent un secteur d'activités où la main-d'oeuvre féminine est nombreuse, et traditionnelle-



←

ment cantonnée dans les tâches subalternes. La situation de la femme, dans ce domaine a fait l'objet de l'attention de la Commission Bird, en 1969. L'Année de la femme a été l'occasion de s'interroger sur l'évolution survenue en six ans, dans ce secteur d'activités: la brochure recensée ici est donc un constat des progrès réalisés, et de ceux qui restent encore à concrétiser. Avec l'auteur, on peut facilement conclure que dans les banques, "l'année de la femme n'est jamais terminée" (p. 44). Malgré les aspects un peu techniques du dossier, c'est fort intéressant à lire.

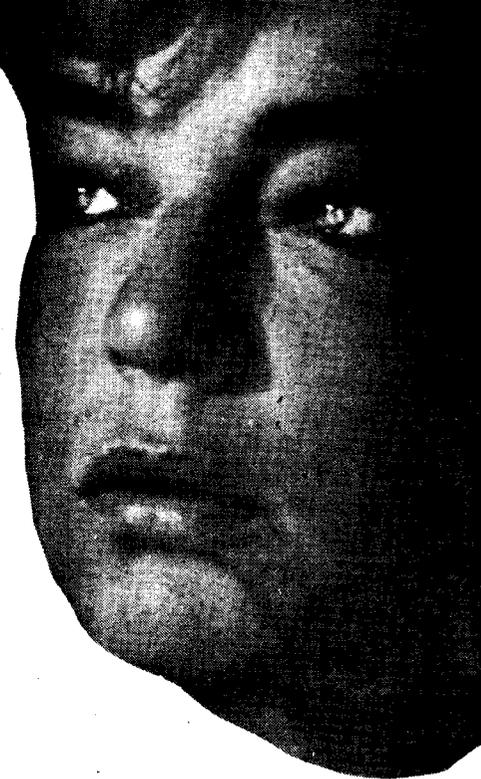
**Cent mesures pour les femmes**, présentées par Françoise Giroud, La Documentation française, Paris, 1976, 194 pages.

Ce livre présente 102 recommandations visant à améliorer la condition des Françaises dans tous les domaines de leur vie, de la petite enfance à la vieillesse. Sous plusieurs aspects, les situations décrites dans ce livre ressemblent à celles que vivent les Québécoises. A titre d'exemple, la recommandation, visant à créer une commission de révision et de contrôle du matériel d'enseignement, se situe dans le même esprit que les travaux effectués ici en vue d'éliminer les stéréotypes sexuels des manuels scolaires. Les recommandations se rapportant à la vie familiale et aux personnes âgées sont intéressantes, et méritent d'être discutées, malgré les différences réelles entre nos deux sociétés.

Et, ce qui n'est pas à dédaigner, on trouve un récapitulatif des mesures déjà adoptées et de celles qui sont à l'étude. C'est à lire.

**Lucienne Aubert**

# Simone SIGNORET



Enfin, voici les "mémoires" de SIMONE SIGNORET. Comme elle le dit elle-même: "Je considère qu'on n'est fait que par les autres, et à partir du moment où on se raconte, on raconte les autres".

C'est ce qu'elle fait avec une chaleur communicative. Elle nous décrit toute une époque; des rencontres avec René Clair, Jane Fonda, Piccoli, Gary Cooper, Marilyn Monroe, mais aussi Prévert, Malraux, Aragon. Elle nous raconte des "tranches" de vie extraordinaires: une soirée avec Khrouchtchev, une discussion avec Tito, l'obtention de son oscar à Hollywood.

Quel plaisir de partager avec SIMONE SIGNORET et son mari, Yves Montand, un demi-siècle d'une vie exceptionnelle.

**La nostalgie n'est plus ce qu'elle était  
LA NOSTALGIE N'EST PLUS CE QU'ELLE ÉTAIT**

**Simone Signoret**  
Editions du Seuil  
384 pages - \$14.75

**EN VENTE DANS TOUTE LIBRAIRIE**

## LE VIOL

par René Rowan

"Des temps préhistoriques à aujourd'hui, le viol a joué un rôle décisif. Ce n'est rien d'autre qu'un processus d'intimidation par lequel tous les hommes maintiennent toutes les femmes en état de peur".

Telle est la conclusion à laquelle en vient l'américaine Susan Brownmiller dans un important ouvrage sur *Le viol* publié à New York en 1975 et dont Stock et les éditions L'Étincelle nous livrent aujourd'hui la version française.

*Le viol*, souligne dans la préface Benoîte Groult, constitue une nouvelle bombe, après celle de Kate Millett et de Germaine Greer, dans le jardin tranquille des privilèges virils.

"Il ne servira pas à grand-chose de modifier les lois de faire apprendre le judo aux filles ou de trainer en justice un violeur par-ci par là, tant que nous resterons persuadés que les femmes sont par nature craintives et vulnérables et les hommes agressifs et impossibles à réprimer. Il faut, poursuit l'auteur d'*Ainsi soit-elle*, que les deux moitiés de l'humanité l'admettent et le disent clairement: le viol et l'attitude de la société envers le viol sont l'affaire de chaque homme et de chaque femme et conditionnent la liberté et la dignité de chacun. Le viol n'est pas un phénomène isolé ou anecdotique: il est au coeur de la condition féminine et on ne pourra pas parler d'égalité sans que ce très vieux contentieux soit mis à jour".

Cet imposant ouvrage aussi documenté qu'une thèse de doctorat, mais qui se lit aussi facilement qu'un roman — un roman très dur, qui choque et nous hante longtemps — raconte toute l'histoire du viol, son ampleur et sa permanence. Du livre de Susan Brownmiller, un critique américain a écrit qu'on ne pouvait plus être le même homme après l'avoir lu".

L'auteur remonte aux temps bibliques, alors que la femme mariée, victime de viol, considérée comme coupable, adultère et irrévocablement déshonorée, était lapidée aux portes de la ville, en même temps que celui qui l'avait agressée jusqu'à la guerre du Bangla Desh où plus de 300,000 femmes bengalis ont été violées par les soldats pakistanais en passant par les viols collectifs commis par des GI's au Vietnam, dont l'infâme massacre de My Lai.

Mais Susan Brownmiller ne s'arrête pas qu'à ces viols les plus "publicités"; elle nous parle aussi des autres, de ces milliers d'autres sur lesquels on garde le silence... silence gardé par les hommes pour les raisons que l'on devine, mais aussi, note Benoîte Groult, silence des femmes, parce qu'on a réussi ce tour de force de faire du viol le seul crime au monde dont l'auteur se sente innocent et la victime honteuse!

Pourquoi Susan Brownmiller a-t-elle écrit *Le viol*? "La question qu'on m'a le plus souvent posée tandis que j'écrivais ce livre était brève, directe et agaçante: "vous est-il arrivé d'être violée?" Ma réponse était tout aussi directe: "Non", précise-t-elle dès la première page, expliquant pourquoi elle a décidé de briser le silence:

"Là, dans une salle de lycée, je me trouvai enfin en face de mes propres craintes, de mon propre passé, de mes propres défenses intellectuelles. Quelque chose d'important et d'effrayant à contempler avait été exclu de mon éducation, une façon de regarder les relations homme-femme, le sexe, la force et le pouvoir. N'ayant jamais reconnu ma vulnérabilité, je me suis trouvée contrainte par mes soeurs en féminisme à la regarder carrément en face... j'ai écrit ce livre parce que je suis une femme qui a changé d'avis sur le viol."

Puisse la lecture de ce livre amener beaucoup d'autres à faire ce même cheminement.

Egalement à souligner sur le même sujet: *Le viol\** une enquête de Marie-Odile Fargier. Les témoignages colligés dans ce recueil sont d'une violence inouïe: ils démontrent l'indifférence et le mépris total qu'on a envers les victimes... envers les femmes.

## LE VIOL, éditions L'Étincelle

par Susan Brownmiller

un livre de 572 pages

prix: \$12.95

"Du magistral ouvrage de Susan Brownmiller un critique américain a écrit qu'on ne saura plus être le même homme après l'avoir lu". Et il est vrai que tout lecteur, toute lectrice de bonne foi, seront profondément choqués en découvrant la violence, l'ampleur et la permanence des faits, mais surtout ce qui se cache derrière ces faits. L'auteur raconte ici non seulement l'histoire insoupçonnée du viol, depuis les temps bibliques où la "victime" était lapidée à mort, jusqu'au viol collectif de My Lai par les soldats américains le 16 mars 1968, et jusqu'au plus récent et au plus concerté des viols de masse, celui de 300,000 femmes du Bangla Desh par l'armée pakistanaise; mais elle nous raconte l'histoire, beaucoup plus instructive, du silence sur tous ces viols. Silence gardé par les hommes pour les raisons que l'on devine, mais aussi silence des femmes, parce qu'on a réussi ce tour de force de faire du viol le seul crime au monde dont l'auteur se sente innocent et la victime honteuse!

Un livre comme celui de Susan Brownmiller est important. C'est à la fois une arme dialectique précieuse, un encouragement fraternel à réagir et un secours moral pour toutes les femmes... Il constitue, après celles de Kate Millett et de Germaine Greer, une nouvelle bombe dans le jardin tranquille des privilèges virils." (Benoîte Groult)

Parce que le viol est un phénomène qui a joué un rôle décisif dans l'histoire de l'humanité, ce sujet est en soi très important, suffisamment important en tous les cas pour que le livre de Susan Brownmiller soit le troisième ouvrage sur le viol par les Editions L'Étincelle.

En tant que processus conscient d'intimidation, par lequel tous les hommes maintiennent toutes les femmes en état de peur, ce type d'agression revêt une dimension po-

←

litique et sociale dont les origines et les implications sont parfaitement soulignées par l'auteur.

**LE VIOL** de Susan Brownmiller est une analyse percutante, une démystification péremptoire d'un des actes plus violents de l'histoire de l'humanité.

**LE VIOL, éditions L'Étincelle**

**Enquête**

**par Marie-Odile Fargier**

**Un livre de 224 pages**

**Prix: \$7.95**

Peu importe que le viol soit devenu un crime aux yeux de la loi puisque dans les faits ce crime n'est à peu près jamais reconnu en justice. Symptôme tragique d'une maladie sociale appelée "virilité" cette manifestation de violence et de domination injustifiée s'est maintenue à travers les siècles, malgré l'évolution culturelle, sociale et politique.

Marie-Odile Fargier a recueilli le témoignage de femmes victimes de viol, de femmes qui ont été humiliées, bafouées dans leur intégrité d'individu par des hommes qui les ont prises d'assaut contre leur volonté. Parmi ces femmes, celles qui se sont adressées à la justice ont eu à prouver, contre toute logique, qu'elles n'étaient pas "coupables" mais bien "victimes". Leur vie privée a été mise en cause, leur habillement, et leur moralité aussi.

Elle a aussi recueilli le témoignage d'hommes, de violeurs qui eux se sentaient innocents d'avoir perpétrer ce crime sur la personne d'une femme. Ils se sont justifiés en utilisant des lieux communs: "elle le méritait", "elles aiment ça". Chez les hommes, autant chez les agresseurs que chez ceux qui sont chargés de faire appliquer la loi, de défendre légalement les victimes de viol, on trouve un consensus presque général. Ils ont jugé: "Elles sont provocantes... et aussi coupables. Coupables d'être jolies. Coupables d'être désirables. Coupable d'être simplement des femmes". La mode des "maxi" a succédé à celle des "minis" et le nombre de viols n'a pas diminué. Quels moyens ont les femmes de savoir ce qui va "les" exciter!

De cette enquête un fait brutal se dégage: le viol peut arriver à n'importe qui, le violeur peut aussi être n'importe qui. Il n'y a pas de standard, pas de profil type de victime et d'agresseur, sauf la certitude de trouver dans le viol un abus de pouvoir des plus cyniques et un mépris insolent des "mâles" vis-à-vis des femmes.

**LE VIOL** de Marie-Odile Fargier présente à travers les témoignages qui y sont consignés, le portrait d'un des phénomènes les plus violents qui se répète quotidiennement depuis le début de l'histoire de l'humanité.

Deux livres importants, ces deux livres qui viennent de paraître et qui traitent du viol. Nous reproduisons la critique de Renée Rowan parue dans **Le Devoir**. Le comité du bulletin tient à souligner le travail remarquable que Renée Rowan accomplit depuis plusieurs années. Toutes les semaines, bon lundi, mauvais lundi, la chronique **Féminin pluriel** paraît, véhiculant beaucoup d'informations et des renseignements précieux. Si la fonction première de la journaliste est d'informer le public

lecteur, de rendre service, Renée Rowan correspond tout à fait à cette définition. Il n'est pas toujours gratifiant de fouiller des dossiers arides, de courir la nouvelle, d'être à l'affût de tout ce qui se passe — et ne se passe pas — concernant la condition féminine et de regrouper l'information, de la rendre accessible à toutes les femmes. Renée Rowan n'a pas accroché ses patins le 31 décembre 1975 pour se lancer dans une mode plus "chaude". Elle remplit un rôle précieux auprès des organismes féminins et des femmes. Le comité du bulletin lui rend hommage et lui dit merci.



**Annie Leclerc, auteur de *Parole de femme* et d'*Epousailles* (Grasset) a passé quelques jours à Montréal à la fin de janvier. Professeur de philosophie et écrivain, Annie Leclerc est une femme remarquablement chaleureuse et authentique. Sa démarche franche et sa réflexion profonde font d'elle une voix importante qui s'impose. (photo: Alain Renaud)**

## **SOMMAIRE**

Editorial

**Ghislaine Patry-Buisson**

Nouvelles du Conseil d'administration

Consult-Action

Conseils régionaux Montréal

Thetford Mines

Québec

Saguenay-Lac Saint-Jean

Cantons de l'Est

Une réalité politique vécue et perçue par des femmes

**Christiane Bacave**

Armes conventionnelles et nucléaires,

Contrôle ou prolifération

**Cora Houdet**

Associations

Opération-dépannage

**Raymonde Beauchamp**

Publications

Livres

Dépôt légal Bibliothèque nationale du Québec

Dépôt légal Bibliothèque nationale du Canada

Comité du bulletin: Monique Roy, rédactrice en chef, Michèle Jean et Christiane Bacave.

Le bulletin de la FFQ paraît six fois l'an entre septembre et juin et est publié grâce à une subvention du fonds spécial du Ministre chargé de la situation de la femme, M. Marc Lalonde.



Lithographié par Journal Offset Inc.  
254 Benjamin-Hudon, Ville St-Laurent

